

**BULLETIN N°24**

*Juin 2011*



**arom**

**amitié - réalité - outre-mer**



# arom

amitié - réalité - outre mer

**BULLETIN N°24 | JUIN 2011**

---

## Editorial : Un monde déboussolé ?

*Raymond Césaire* 2

---

## Nous dialoguons avec...

**Henri de Raincourt**, Ministre chargé de la Coopération

3

---

## Réflexions sur le temps passé et présent

De la théocratie à la démocratie	<i>Michel Cuingnet</i>	6
Les missions extérieures de Défense	<i>Général (2S) Gilbert Chavannes</i>	8
La restauration du « cimetière des français » à Hué	<i>Jean Couso</i>	11
La Communauté du Pacifique sud (CPS) 1947-2011	<i>Antoinette Bardon</i>	13

---

## Lu dans la presse et dans les revues

*Bernard Laffitte* 16

---

Le Point - références : comprendre l'autre, les textes fondamentaux  
Alternatives internationales n°51 : être ou ne pas être occidental

## Vu au cinéma

*Florelle Chapelle* 17

---

Une séparation - Le chat du rabbin

## Lu chez le libraire

« 50 ans après, l'Afrique » de Tidiane Diakité *Louis-Luc Camier* 18

---

## Cérémonies, expositions, conférences et colloques

10 mai 2011 : journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions	<i>R.C.</i>	19
25 mai : Journée nationale du soldat d'outre-mer	<i>Général (2S) Armel Le Port</i>	20
Présentation de la délégation interministérielle pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer		22
Les écrivains diplomates : 12, 13 et 14 mai. La Courneuve et Quai d'Orsay.	<i>Bernard Laffitte</i>	23
Artistes chinois à Paris 1920-1958. Exposition au Musée Cernuschi	<i>Jean-Pierre Ducrest</i>	23
Exposition « VAUDOUC », Fondation Cartier... jusqu'au 25 septembre	<i>Raymond Césaire</i>	24
Grand Palais : « Aimé Césaire, Lam et Picasso, nous nous sommes trouvés »	<i>Florelle Chapelle</i>	25

---

## Les dialogues d'AROM

Premiers contacts avec le Vietnam	<i>Arnaud Apoteker</i>	26
Justice pour les pieds noirs	<i>Martine Cuttler</i>	27

---

## Institutions et associations amies

ASOM, CADE, ARRI, I&M, Institut du Pacifique, Les Comptoirs de l'Inde, Enda Europe, ENFOM 28

---

## In memoriam Michel Lajus

32

---

# Un monde déboussolé ?

Submergés que nous sommes par un conditionnement médiatique permanent, notre société peine à conserver ses repères. Pourtant, si nous y réfléchissons, l'inventaire à la Prévert de l'actualité nationale et internationale des derniers mois est plein d'enseignements. La mondialisation s'est invitée dans la nouvelle agora que constituent les réseaux sociaux. Comme par dérision, le « choc des civilisations » est venu tout autant de la Cour de justice de New-York que du printemps arabe.

La guerre « juste », avec le succès spectaculaire qu'a été l'élimination de Ben Laden au Pakistan, mais aussi des dommages collatéraux de plus en plus insupportables, a progressé un peu partout. Elle se poursuit avec l'accord du Conseil de sécurité dont la France est devenue, avec le Royaume Uni et l'OTAN, le nouveau bras armé. Les Américains ne sont pas en reste et Hillary Clinton est allée jusqu'à dicter à l'Union Africaine (UA), impuissante et résignée davantage que convaincue, la marche à suivre pour abattre Mouammar Kadhafi, son ancien champion. Le sort des dirigeants du Yémen et de la Syrie ne paraît pas, lui, définitivement scellé, mais, si l'on fait le bilan, au nom de la démocratie et des droits de l'homme, l'ingérence occidentale n'aura jamais été aussi grande dans les affaires du monde.

La crise de Côte d'Ivoire a trouvé une solution exemplaire et donné lieu à Yamoussoukro à une prise de fonctions d'autant plus voyante que la victoire avait été chèrement acquise. Les dégâts de tous ordres restent immenses. D'autres conflits ethniques ou frontaliers demeurent latents en Afrique ou ailleurs et peuvent se rouvrir à tout instant comme au Sud-Soudan et au Cambodge.

Enfin, la justice pénale internationale a marqué, avec l'arrestation de Ratko Mladic, un point hautement symbolique, puisqu'il s'agit cette fois d'un européen. Elle menace de ses foudres plu-

sieurs chefs d'États africains, au risque de rendre plus difficile le règlement de certains conflits. La Chine n'en a cure qui reçoit très officiellement le Président Omar el-Béehir.

Le tragique de l'actualité aurait pu nous donner simplement conscience de notre fragilité si, en jouant sur nos peurs et nos émotions, les médias ne nous avaient fait partager leurs excès. Dans les feuilletons à épisodes qu'a vécus le monde, la France a tenu son rang avec une intelligentsia à la hauteur des débats, même s'ils se situaient parfois au-dessous de la ceinture.

Au-delà du principe de précaution et du souci sécuritaire constamment invoqués qui finissent par rendre notre société anxieuse et timorée, quelles leçons tirer des événements surmédiatisés que nous vivons ? Peut-être nous efforcer de progresser davantage vers une meilleure compréhension de l'autre que nous découvrons chaque jour. Avec celui de l'intérêt général, poser le sens commun en principe de gouvernement. Enfin, au lieu de nous laisser gagner par l'agitation, prendre quelque recul et régler davantage par consensus dépassant les clivages politiques les sujets qui, comme l'environnement, touchent à notre vie courante.

Bien des progrès restent à accomplir, aux Nations Unies et dans tous les « groupes G », pour ajuster l'avenir du monde aux égoïsmes de chacun. L'occident judéo chrétien, laïque et démocratique, auquel nous appartenons, nous offre encore l'avantage de donner un peu partout le ton. Mais, ne nous y trompons pas, la multiplication des outils médiatiques et des réseaux sociaux vient de nous faire basculer dans une autre ère où d'autres intérêts et solidarités s'installent. Nous risquons d'être balayés avec nos certitudes et notre vieux modèle de gouvernance du monde si nous n'anticipons pas le changement. Nous en avons la capacité.

*Raymond Césaire*

*Nous dialoguons avec...*

# Henri de RAINCOURT

*Ministre auprès du Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,  
chargé de la Coopération*

*Monsieur le Ministre, rien dans votre parcours politique, si ce n'est votre ascendance terrienne et le fait d'avoir déjà été Ministre auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement, ne vous prédestinait à devenir Ministre chargé de la coopération. Certains experts se sont demandés si le Président Sarkozy n'avait pas voulu, en vous désignant à ce poste, faire appel à une personnalité nouvelle dans ce domaine souvent passionnel qu'ont été - et restent - les relations de coopération en général, et celles avec l'Afrique en particulier.*

J'ai moi-même été le premier surpris ! Pour autant, si rien ne me prédestinait en effet à être appelé à la fonction de ministre chargé de la Coopération, j'ai eu la chance de me voir renouveler la confiance des électeurs ces trente dernières années.

Celle-ci m'a permis d'être élu maire, conseiller général et sénateur, mandat que j'ai exercé pendant plus de vingt ans. Je suis mal placé pour vous donner les raisons profondes qui ont amené ma nomination mais cette fonction requiert des qualités parfois semblables à celles dont doivent user parlementaires ou responsables politiques. Il faut savoir être à l'écoute de ses interlocuteurs, faire preuve de tact, de détermination et d'humilité. De là à répondre en lieu et place du président de la République et du Premier ministre, je ne me le permettrais pas...

*Le grand public, et même les spécialistes il faut bien le dire, se perdent un peu dans les fonctions dévolues à votre Ministère, puisque certains services ne lui sont plus rattachés comme c'était autrefois le*

*cas et qu'une partie de ses actions antérieures sont menées par l'Agence Française de Développement (AFD). On ne voit pas toujours comment s'opère le partage et, pour tout dire, qui gère quoi. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point ?*

Depuis la fusion du Ministère de la Coopération et du Ministère des Affaires Etrangères impulsées par Hubert Védrine et effective depuis 1999, les Ministres des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Affaires Européennes se reposent sur les mêmes administrations géographiques et techniques.

La Coopération, plus spécifiquement, s'occupe du lien qui nous unit avec les pays les plus pauvres de la planète et s'efforce de mettre en place, avec nos partenaires internationaux, une politique de développement qui corresponde à notre ambi-



Né le 17 novembre 1948 à Saint-Valérien dans l'Yonne, exploitant agricole, Henri de Raincourt est le fils de Philippe de

Raincourt et de Germaine de Raincourt. Son père, décédé accidentellement, fut Sénateur de l'Yonne entre 1948 et 1959. Son grand-père et son arrière grand-père furent tous deux Conseillers généraux du département. Diplômé de l'École supérieure des ingénieurs et techniciens de l'agriculture, Henri de Raincourt a été Maire de Saint-Valérien de 1977 à 2001. Élu Vice-président du Conseil général de l'Yonne en 1982, il en prend la présidence en 1992 et l'exerce jusqu'en 2008. Sénateur de l'Yonne de 1986 à 2009, il est élu président du groupe UMP du Sénat en janvier 2008, fonctions qu'il garde jusqu'en juin 2009. Pendant son

mandat de Sénateur, il fut également membre du Conseil d'orientation de la simplification administrative et membre de l'Observatoire de l'emploi public. Nommé Ministre auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement, de juin 2009 à novembre 2010, Henri de Raincourt est, depuis novembre 2010, Ministre auprès du Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de la Coopération. Il est élu Conseiller régional de Bourgogne en 2010, exerçant en parallèle, depuis 2008, la fonction de Président de la Communauté de communes du Gâtinais. Marié à Michèle de Raincourt, il est père de trois enfants.

tion d'une mondialisation maîtrisée et porteuse de valeurs, au Nord comme au Sud.

La nouvelle stratégie de la France en matière de développement poursuit aujourd'hui quatre objectifs : lutter contre la pauvreté et les inégalités ; favoriser une croissance durable et équitable ; préserver le patrimoine mondial ; promouvoir la démocratie et le respect des Droits de l'Homme. Nous travaillons en étroite relation avec des organisations telles que le FMI, la Banque Mondiale et les banques régionales de développement, l'Union Européenne, etc.

La France est un acteur majeur du développement et a vocation à le rester. Je vous rappelle qu'avec près de 10 milliards d'euros en 2010, elle appartient au trio de tête des contributeurs mondiaux à l'aide publique au développement.

Au quotidien, nous sommes formidablement aidés par la Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM) et l'Agence Française de Développement (AFD). La DGM, qui est l'administration la plus dédiée aux fonctions de la Coopération, s'occupe des sujets multilatéraux de gouvernance, de négociations, et des questions sociales (santé, éducation) et environnementales. L'AFD, sous la tutelle de plusieurs ministères dont la Coopération et avec qui nous travaillons quotidiennement, travaille sur les problématiques de l'emploi et de la croissance. Et je dois à la vérité de dire que je suis toujours très admiratif de la compétence de nos opérateurs et de nos services, ainsi que de la passion qui anime les équipes, à tous les niveaux, dans tous les pays.

***Vos débuts dans ce Ministère ont coïncidé avec une série de crises dont***



Nouveaux locaux du MAE, 27 rue de la Convention 75015 Paris qui abritent, outre le Ministre de la Coopération et son cabinet, la direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM), la direction générale de l'administration et de la modernisation (DGA), la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (FAE), l'inspection générale des affaires étrangères (INS) ainsi que le Centre de conférences du ministère.

***La France s'est jusqu'ici bien sortie, même si trop de victimes, étrangères et françaises, restent toujours à déplorer. Quelles leçons tirez-vous, notamment de la Côte d'Ivoire où l'arrivée au pouvoir de M. Ouattara s'est faite dans le sang et les larmes ?***

Nous aurions préféré qu'il en fût autrement. Il faut quand-même rappeler que la situation que vous évoquez est avant tout le fruit d'un entêtement obstiné de M. Gbagbo et que la communauté internationale a proposé à plusieurs reprises des voies de sortie honorables et pacifiques, que M. Gbagbo a toutes refusé en bloc. Au final, c'est la légitimité populaire qui l'a emporté et nous nous en réjouissons. La population de Côte d'Ivoire, en proie à plus de dix ans de violences et d'instabilité, peut aujourd'hui amorcer le processus de réconciliation nécessaire. La démocratie progresse sur le continent africain. Et c'est bien ce qu'il faut retenir à un moment où une douzaine d'élections nationales restent à venir cette année.

***Et la Guinée qui suscite enfin des espoirs ?***

La Guinée participe de ce développement de la démocratie sur le continent africain. Après 52 années de dictature, le peuple guinéen a élu pour la première fois son président lors d'élections libres et trans-

parentes. J'ai rencontré à plusieurs reprises le Président Condé et nous fondons de grands espoirs pour le développement du pays. Pour autant, l'accès à la démocratie est un parcours jonché d'obstacles. Pour concrétiser son installation et parachever le processus démocratique, des élections législatives doivent être organisées dans les meilleurs délais.

***Les pays d'Afrique francophone, même si la plupart progressent, ne paraissent pas le faire avec même dynamisme que des pays anglophones comme le Ghana ou même le Kenya. A quoi peut-on attribuer ce retard relatif ? Trop ou pas assez d'Etat ? Des modèles, hérités de nous, peut-être moins libéraux que les autres ? Des transitions démocratiques encore incertaines ?***

Je ne crois pas que le dynamisme économique soit l'apanage des pays anglophones. Le continent africain dans sa globalité est en croissance, et dans 50 ans il sera probablement l'un de plus grands marchés mondiaux... Je vous rappelle par exemple que le Burkina Faso est le 1<sup>er</sup> producteur de coton d'Afrique et que 40% de la production mondiale de cacao s'effectue en Côte d'Ivoire, où les signes de reprise de l'économie sont d'ailleurs déjà là. Je dirais également que le développement de l'intégration régionale, notamment en Afrique francophone, va permettre d'accélérer la croissance.

Il est vrai que les institutions de certains pays d'Afrique francophone sont inspirées pour une grande partie du modèle français – mais ces institutions n'empêchent pas la France d'être la cinquième économie du monde, non ?

Je crois qu'il est difficile de juger le développement d'un pays par rap-

port à celui d'un autre. Cela n'a plus de sens d'opposer les régions francophones, anglophones, arabophones ou lusophones. Tous n'empruntent pas le même chemin. A terme, l'instauration de la démocratie, la libéralisation des économies dans le respect des individus et le partage de la richesse permettront le développement de toute l'Afrique. L'Afrique est heureusement plurielle, même si son intégration au niveau du continent progresse, comme l'illustre l'émergence de l'Union Africaine sur la scène politique mondiale.

**La réduction de notre dispositif militaire en Afrique a suscité des inquiétudes chez nos compatriotes qui y vivent. Comment peut-on les rassurer et permettre la reprise et le développement de leurs investissements en Afrique ?**

La réduction progressive de la présence militaire est le fruit de la nouvelle politique africaine de la France que le Président Sarkozy a souhaité mettre en place à son arrivée. Je comprends les inquiétudes que cela peut susciter, mais je souhaite dire à nos compatriotes que leur sécurité reste notre priorité et que la France met et continuera de mettre tous les moyens en sa possession pour assurer leur sécurité, où qu'ils soient et en pleine concertation avec nos partenaires locaux. Nous l'avons démontré à de maintes reprises. Je rappelle pour autant que la sécurité des résidents est la responsabilité première des Etats, et lorsque menaces transversales surgissent, comme celle du terrorisme dans le Sahel, nous nous mettons à la disposition des Etats pour les aider à les combattre.

**Vous avez maintenant dans votre portefeuille, peut-être davantage qu'autrefois, les négociations multilatérales sur un certain nombre de sujets. Comment voyez-vous l'Afrique dans cette globalisation ? Quelques pays africains ont été**

**conviés au dernier sommet du G8 à Deauville ? Comment faire pour que ce geste, apprécié par les uns, surtout ceux qui y étaient, ne soit pas critiqué par les autres ? A quand une véritable remise à plat du système économique... et politique mondial ?**

La mondialisation s'est accompagnée depuis deux décennies de profonds bouleversements d'ordres économique, politique ou démographique. Il est temps en effet que la gouvernance mondiale reflète cette nouvelle balance des pouvoirs, que ce soit dans la prise en compte de la voix de l'Afrique au conseil de sécurité de l'ONU ou dans la prise en compte des pays émergents dans les prises de décision macroéconomiques mondiales. La création du G20, insufflée par la France, est le symbole le plus significatif des mutations en cours.

De même, l'aspiration à une croissance juste et durable appelle à la mise en œuvre de politiques de coopération engagées et inclusives, qui donnent sens à la mondialisation en cours et qui permettent d'en tirer le meilleur parti, au Nord comme au Sud. La Coopération s'articule aujourd'hui autour de partenariats différenciés avec les pays en développement, dans une relation d'égal à égal, en fonction des besoins propres exprimés par chaque partenaire.

Vous parlez du G8 qui s'est tenu à Deauville les 26 et 27 mai derniers où étaient invités, pour la première fois l'Egypte, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Conakry et le Niger. Les grandes démocraties du monde ont par là montré qu'elles apportaient leur plein soutien aux révolutions du printemps arabe comme aux transitions démocratiques qui se déroulent en Afrique subsaharienne. Le G8 a affirmé que le développement économique et social devait s'accompagner d'un même pas du progrès des libertés fondamentales. Les pays qui viennent d'accéder à la démocratie vont bénéficier de programmes de coopération sans précédent. ■

## LES NOUVEAUX LOCATAIRES DU QUAI D'ORSAY



**Jean LEONETTI**, nouveau ministre auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des Affaires européennes.

Agé de 63 ans, car-

diologue exerçant toujours, Jean Leonetti, est membre du parti valoisien et Maire d'Antibes depuis 1995. Réélu député au premier tour avec 63,99% pour la XIII<sup>e</sup> législature (2007-2012), il était premier vice-président du groupe UMP de l'Assemblée nationale et vice-président du Parti radical valoisien. Très impliqué dans les questions d'éthique, notamment médicales, il a présidé la « Mission parlementaire sur l'accompagnement de la fin de vie ». Son dernier livre, publié en 2010, s'intitule : « *Quand la science transformera l'humain* ». Il sera remplacé à l'Assemblée Nationale par son suppléant Michel Rossi.



**David DOUILLET**, secrétaire d'état auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des Français de l'étranger

Agé aujourd'hui de 42 ans, David Douillet, a été

un judoka à la carrière exceptionnelle. Bon élève, disposant très jeune de qualités physiques hors du commun, il a suivi une section sport-étude à Rennes puis a été admis à l'INSEP à Paris. Il réalise dès 19 ans, en 1988, ses premières performances nationales. Après avoir décroché une médaille de bronze aux jeux olympiques de Barcelone en 1992, il est devenu champion du monde des poids lourds en 1993, titre qu'il a conservé en 1995 à Chiba (Japon) en y ajoutant un titre toutes catégories. Il est devenu champion olympique des poids lourds en 1996 à Atlanta. Malgré un accident de moto en 1996, il est parvenu à garder son titre à Berçy en 1997, puis aux JO de Sydney en 2000. Proche du président et de Madame Chirac, il est le parrain de l'opération caritative des « pièces jaunes ». Elu plusieurs fois personnalité préférée des français, il a intégré en 2009 le bureau exécutif de l'UMP et a été élu, à la fin de cette même année, député de la 12<sup>e</sup> circonscription des Yvelines à la faveur d'une élection partielle. Il sera remplacé à l'Assemblée Nationale par son suppléant, Joël Regnault, Maire de Plaisir.

# DE LA THÉOCRATIE

# À LA DÉMOCRATIE

Michel Cuingnet



*Si l'on fait une analyse succincte de la « Cité Musulmane », en regard de la « révolte arabe » en reprenant l'ouvrage de Louis Gardet (librairie philosophique J. Vrin 1981) sur la vie sociale et politique en pays d'Islam, il s'avère que les bouleversements survenus depuis quelques mois dans le monde arabe, ont brisé les contraintes et les sujétions imposées par la loi coranique, à commencer par le principe d'autorité et le pouvoir qui en résulte.*

Lors des guerres du pétrole, l'inquiétude des pays occidentaux, naguère les maîtres, a donné aux états arabes et musulmans la conscience de leur force économique, donc politique et a secoué cet « inintéret » que l'Occident a trop témoigné à l'égard de l'Islam. L'Occident s'est refusé de voir l'évolution de la « rue arabe » et les réalités sociales et économiques de la majorité des populations de ces pays en révolte.

Plus de 60% de la population égyptienne a moins de 30 ans, aujourd'hui elle demande de partager les bénéfices d'état, les jeunes ne se satisfont plus de « cadeaux » pour faire taire les revendications- d'abord- politiques et économiques. La religion ne peut plus freiner le désir de liberté, de justice. Le principe de la Théocratie égalitaire est remis en cause. Il me semble qu'il y ait dans ce courant une certaine analogie avec les enseignements de la Réforme, Luther, au nom des droits de Dieu, refuse les injustices du pouvoir temporel de l'Eglise et assume la rupture de l'ordre temporel et de l'ordre spirituel. Ce n'est pas en ces termes du XVI<sup>e</sup> siècle, mais les revendications du peuple arabe sont la liberté politique, la dignité sociale de chacun, le droit d'expression, un désir de mieux vivre face aux « califats » héréditaires et corrompus, où l'absolu de la foi en Dieu se dilue et se sécularise en idéologies diverses.

Au XIX<sup>e</sup>, les réformistes musulmans ont annoncé l'heure du renouveau « Nahda ». Ces réformistes n'ont cessé d'enseigner que toute découverte scientifique et technique doit être assimilée dans une « compréhension musulmane de l'homme et du monde » et le caractère sacré des institutions disparaîtra.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle le parti salafiste (salaf=ancien) entendait trouver l'adéquation entre les techniques modernes et la restauration des principes fondamentaux de

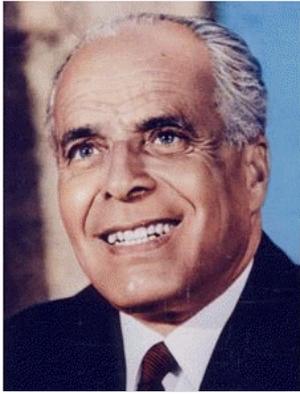
l'Islam, où le pouvoir politique et l'autorité qui le fonde, sont de droit divin. Cette politique de transformation « de l'intérieur » de l'Umma (communauté musulmane) servit de justificatif aux islamistes et aux nationalistes pour s'opposer aux propositions de vie occidentales. Le musulman, dans les changements brutaux, ne peut pas ne pas avoir la nostalgie de l'Umma sur le plan temporel. Le vrai problème posé aux réformistes est moins de réaliser un état musulman idéal, authentique théocratie laïque, que de mettre en place l'organisation effective d'un état moderne et composer avec religion et pouvoir, toujours étroitement liés chez les peuples de langue sémite.

Les révolutions égyptienne et tunisienne ont montré que de vastes catégories de population sont mues par des revendications sociales et politiques à l'instar de n'importe quelle société occidentale, elles aspirent à la liberté, à la justice, à la démocratie...la culture n'est pas une « acquisition », c'est ce que nous sommes censés être par « héritage ».

Les mouvements islamistes ont été réduits à être des mouvements d'opposition aux régimes en place soutenus par les occidentaux, or les islamistes, frères musulmans ou salafistes, n'ont pas été les leaders des révolutions égyptienne et tunisienne menées par un peuple révolté contre des régimes corrompus.

Les concepts de l'Islam font partie de la culture égyptienne mais ce fait n'a pas laissé la prééminence aux frères musulmans sur la place Tahrir du Caire. Les déferlantes foules demandant, même au risque de leur vie, un changement radical étaient animées de revendications profanes et démocratiques.

En 1957, Habib Bourguiba, « le combattant suprême » proclama la République de Tunisie et suivit une courbe laïciste d'évolution, empruntée aux réformistes salafistes : statut de la femme, monogamie, suppression de l'obli-



Habib Bourguiba en 1957



Gamal Abdel Nasser

gation du ramadan. En Egypte, le président Gamal Abdel Nasser avait toléré les activités des frères musulmans qui s'inscrivaient dans la ligne la plus orthodoxe des salafistes et le retour aux principes stricts de l'islam, puis Nasser les combattit et l'islam n'apparaît plus en 1958, comme religion d'état lors de la proclamation de la République Arabe Unie (R.A.U.)

La communauté musulmane -l'Umma- est alors à la veille de se dissoudre dans les nationalismes. La question fondamentale des rapports du spirituel et du temporel revêt dans les pays du Proche-Orient une valeur d'actualité sans cesse remise en question.

Le Liban opta pour un pluralisme confessionnel. En Syrie, l'islam n'est plus religion d'état, mais reconnu comme « religion dominante ». Au Maroc, le roi reste « l'iman » de son peuple et maintient un pouvoir politico-religieux, mais la législation marocaine fait état de mesures progressistes et socialisantes, tout en réaffirmant son unité arabe.

Désormais ce qui devrait définir l'Umma (la communauté musulmane) ne sera plus une théocratie absolutiste et tyrannique, mais un état politique basé sur un « vouloir vivre ensemble » égalitaire, conditionné par les règles coraniques, fondées sur la morale et le droit naturels. La population en révolte a frappé cruellement le courant salafiste djihadiste, symptôme de l'asphyxie sociale et politique d'une société sclérosée. Les islamistes mettent l'accent sur les principes coraniques de solidarité, de justice et d'équité mais dans sa révolte la « rue arabe » a retrouvé ces fondamentaux sans références aux exigences de la « sharia » (loi coranique) et sans égard pour l'autorité « califale » d'un pouvoir dictatorial et d'argent.

Il nous faut comprendre que l'évolution des pays musulmans, si dépendants qu'ils soient des sollicitations venues de l'Occident, a son rythme et ses échéances électorales propres. Le cas de la Turquie, exemple de choix, cher aux partisans d'une pure laïcisation progressive, n'exclut pas la « communauté musulmane » et le destin politico-religieux de la Turquie est loin d'être fixé.

L'islam connaît de nos jours, un temps d'évolution historique, les aspirations religieuses mais aussi les insatisfactions matérielles et politiques sont viscéralement liées, car ce seront, désormais, les problèmes sociaux et économiques que le monde posera à l'organisation efficiente de « la communauté musulmane ». ■

**A TUNIS**, le premier ministre depuis février 2011 est un avocat de 85 ans, formé à Paris, Béji Caïd Essebsi. Homme politique chevronné, connu pour son intelligence, sa droiture et son indépendance d'esprit, il avait fait carrière sous Bourguiba dont il avait été ministre de l'Intérieur puis de la défense et



Beji Caïd Essebsi,  
premier ministre tunisien

ambassadeur à Paris avant d'être ministre des affaires étrangères. Issu comme sa femme d'une vieille famille beylicale, il passe pour se situer « au-dessus de la mêlée » mais être en même temps l'homme des missions difficiles.

Tandis que la justice poursuit « pour l'histoire » le couple Ben Ali et ses affidés, la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution peine à trouver ses marques et à établir un consensus au sein du personnel politique. L'élection d'une Assemblée constituante, plusieurs fois reportée, a été fixée au 23 octobre 2011.

**Au Caire**, alors que les manifestations se poursuivent sur la place Tahrir, les formations politiques et notamment les frères musulmans s'organisent pour participer aux élections législatives prévues en principe fin septembre 2011. Le gouvernement militaire provisoire a désigné comme premier ministre



Essam Charaf,  
premier ministre égyptien

le professeur et ingénieur, Essam Charaf, 59 ans, qui avait participé aux manifestations hostiles à M Mubarak, pour conduire la transition. Bien davantage que la Tunisie, le pays se débat dans de multiples problèmes politiques, sociaux, confessionnels et internationaux.

# Les missions extérieures de Défense

G<sup>al</sup> (2S) Gilbert Chavannes

*En moins de 15 ans, nos armées professionnelles de Terre, Air et Mer sont devenues, en fait, des armées de professionnels en emploi continu. Bien que drastiquement réduites, elles contribuent non seulement à assurer en permanence, avec les autres forces de l'ordre, la sécurité de l'hexagone mais aussi à maintenir avec les forces internationales la stabilité et la paix dans le monde. Pour ce faire, soit sont projetés hors de France des groupements tactiques terrestres ou aéro-navals adaptés aux théâtres divers, soit sont utilisées les forces prépositionnées outre-mer et à l'étranger.*

Alimentées principalement par la métropole, les opérations extérieures ou OPEX ont pour but actuellement :

- La sauvegarde de la population de **Libye** grâce à notre aviation qui, agissant seule en mars tout d'abord puis employée par l'OTAN, continue à mener quelque 20 sorties quotidiennes<sup>1</sup> avec frappes ciblées contre les installations et les troupes de Kadhafi. Cette action est complétée par le blocus naval du pays. L'opération<sup>2</sup> a été récemment renforcée par les hélicoptères britanniques et français embarqués.
- La guerre contre le terrorisme en **Afghanistan** tant à Kaboul qu'à l'est de la capitale, dans la région de Kapisa vers Jalalabad et la frontière pakistanaise. La participation française sur le terrain est de 4 000 combattants sur les 150 000 de l'OTAN.
- La surveillance de la frontière sud du **Liban**, au sud de la rivière Litani, pour prévenir toute reprise d'un conflit avec Israël. Avec un armement renouvelé de canons de 155mm et de VBCI<sup>3</sup>, un bataillon français de 1500 hommes y est déployé au sein de la FINUL<sup>4</sup>. C'est l'opération Daman.
- L'interposition au **Kosovo** entre Kosovars d'origine serbe et Kosovars d'origine albanaise en province du nord. Le calme progressivement rétabli au cours des ans permet à l'Otan d'envisager une forte réduction des effectifs multinationaux dans ce pays.
- La protection des 12 000 français et étrangers en **Côte d'Ivoire** notamment à Abidjan où, finalement, sur directive de l'ONU en avril, fut soutenu le Président Ouattara et délogé Gbagbo. Renforcés pour cette action, les effectifs devraient y être également réduits.
- L'assistance aux forces armées du **Tchad** (Epervier) et de la **République Centrafricaine** (Boali).

A ces opérations extérieures, il convient d'ajouter les missions permanentes suivantes :

- Contrôle des pêches et travaux hydrographiques en Atlantique et en Méditerranée.
- Lutte contre la piraterie en Océan indien et dans le Golfe de Guinée.
- Neutralisation du narcotrafic dans les Caraïbes, la cocaïne provenant de Bolivie, du Pérou et de Colombie étant dirigée non seulement vers les Etats-Unis mais aussi vers l'Europe.
- Lutte contre la pollution et protection de l'écosystème de notre zone maritime mondiale de responsabilité : 11 millions de km<sup>2</sup> dont les aires surveillées devraient atteindre 20%

Nos forces prépositionnées outre-mer et à l'étranger, quant à elles, sont appuyées par les nouvelles bases de défense chargées de leur soutien administratif et logistique leur permettant de se consacrer entièrement à l'opérationnel. Sur nos 60 bases de défense, cinq ont été créées outre-mer ; ce sont : la Martinique (pour les Antilles) la Guyane, la Réunion-Mayotte, la Nouvelle Calédonie et la Polynésie française. Quatre autres sont implantées à l'étranger ; ce sont : Le Cap-Vert-Sénégal, le Gabon, Djibouti et Abu Dhabi aux Emirats Arabes Unis.

Dans les DOM-COM, ces forces bénéficient par ailleurs de la présence des unités du Service Militaire Adapté ou SMA. Le SMA est né il y a 50 ans grâce au Premier Ministre Debré et au Général Némó. Il a été développé avec succès jusqu'en Polynésie et, avec des stages de 6 à 10 mois, poursuit sa mission de formation et d'éducation des jeunes ultramarins de 18 à 26 ans en situation d'échec scolaire et social sans emploi. Au SMA, 30% des stages sont consacrés à la formation militaire et 70% à la formation professionnelle. En fin de stage, les jeunes gens reçoivent un certificat d'aptitude personnelle à l'insertion ou CAPI. Le taux d'insertion est supérieur à 75%. D'ici 2014, 6 000 jeunes

1 avions Rafale, Mirage 2000-D, Mirage 2000-5, ravitailleurs C:135, et avions radars E.3F  
 2 Otanisée, l'opération française « Harmattan » est devenue opération « Unified Protector »  
 3 VBCI : Véhicule Blindé de Combat d'Infanterie  
 4 FINUL : Force Intérimaire des Nations Unies au Liban

volontaires dont certains illettrés seront encadrés comme d'habitude par les Troupes de Marine, formés dans 47 métiers et dirigés vers un emploi.

En cette année 2011 des outre-mer, les régiments et groupements du SMA seront mis à l'honneur en tête du prochain défilé du 14 juillet sur les Champs Elysées.

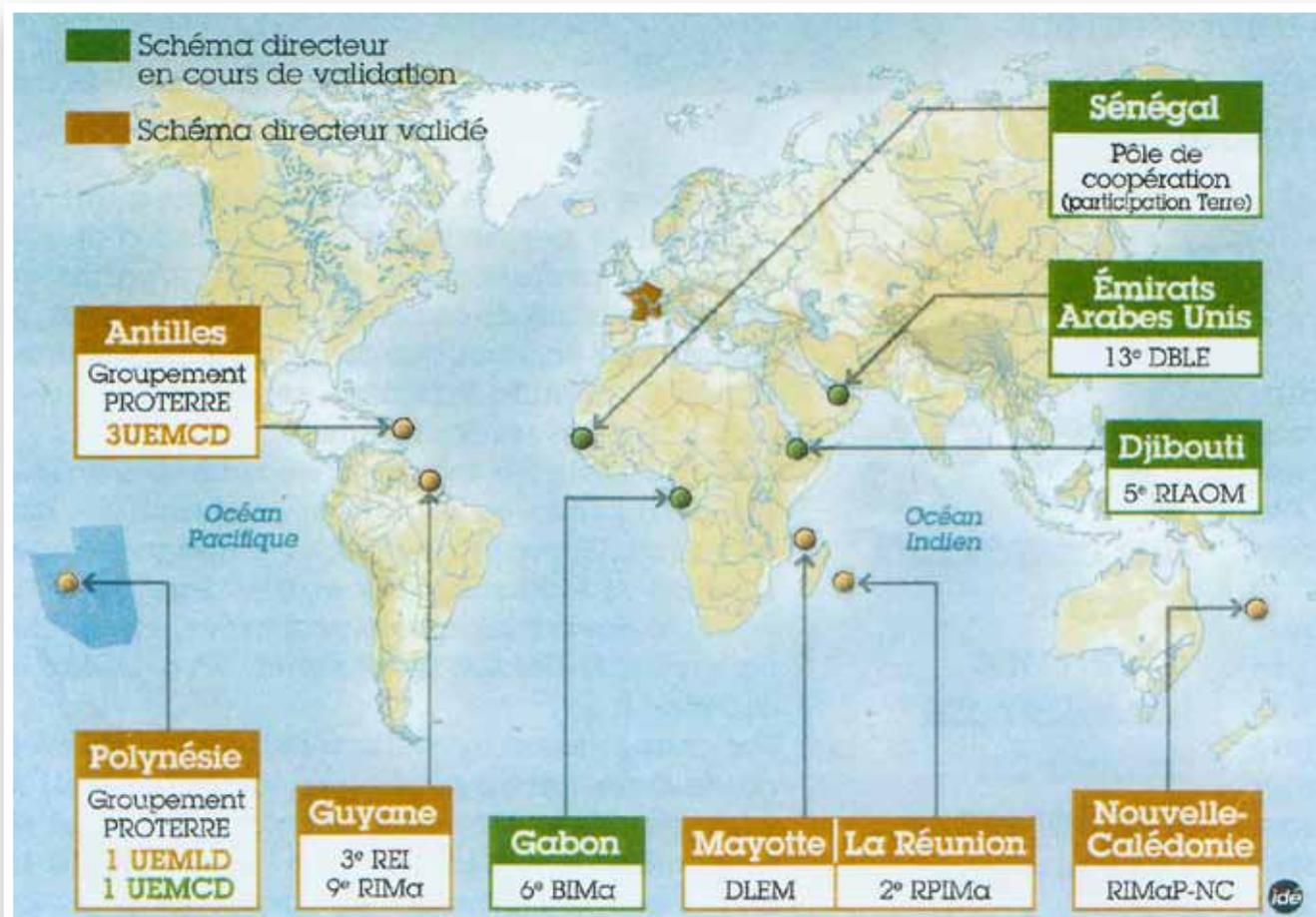
Outre la défense proprement dite des territoires, les forces prépositionnées ont chacune des missions spécifiques :

- La **Martinique** est devenue le pivot des secours français à Haïti après le séisme qui a ravagé ce pays.
- En **Guyane**, nos forces sont chargées de la sécurité du Centre Spatial de Kourou et de la lutte contre l'orpaillage clandestin.
- A la **Réunion-Mayotte**, elles développent la pisciculture et assurent la protection écologique de nos Iles Eparses<sup>5</sup> entourant Madagascar (qui en revendique la souveraineté depuis 1972)

5 Ce sont : Europa, Bassas de India, Juan de Nova, Les Glorieuses et Tromelin

- En **Nouvelle Calédonie**, les sections des compagnies tournantes effectuent une cinquantaine de tournées annuelles en province au cours desquelles elles prennent contact avec les villages kanaks et s'efforcent de résoudre leurs besoins : réfection de bâtiments administratifs, rénovation d'écoles, remise en état des marchés, des puits et des pistes.
- En **Polynésie**, nos détachements se relaient pour protéger les atolls coralliens, pour nettoyer systématiquement les sites atomiques de Mururoa et pour escorter les scientifiques chargés de missions géologiques et radiologiques.
- Le **Sénégal**, pôle de coopération et le **Gabon** permettent à nos forces implantées là-bas non seulement d'assister techniquement les forces de ces pays mais en outre à soutenir éventuellement celles du Tchad et de la République Centrafricaine<sup>6</sup>.

6 Signés avant 1980, huit accords de défense existent avec les pays suivants : le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Cameroun, le Togo, la RCA, Djibouti et les Comores. Certains de ces accords sont révisés, d'autres sont en cours de révision.



## Forces prépositionnées outre-mer et à l'étranger

Extraits de TIM (Terre Information Magazine) avril 2011

- A **Abu Dhabi**<sup>7</sup> en vertu d'un accord signé en juin 2009 avec les Emirats Arabes Unis, notre implantation nous donne, avec celle de **Djibouti**, deux points forts au nord de l'Océan Indien.

Afin d'obtenir tous ces résultats, par le jeu des relèves, agissent en permanence et en moyenne 30 000 hommes, 1 800 véhicules dont 1000 blindés, 40 navires et 75 avions. Suivant un entraînement de base, puis une préparation technique et tactique adaptée aux théâtres désignés en mission de courte ou longue durée, ils sont, à leur retour, systématiquement débriefés pour qu'on puisse profiter des expériences qu'ils ont acquises, puis remis en condition en vue de nouveaux engagements.

Ils sont donc bien périmés les vieux clichés du biffin oisivement consigné dans sa caserne, du marin astreint à la corvée de pluches et de l'aviateur bayant aux corneilles. ■

7 P.C. du vice-amiral Commandant la zone maritime de l'Océan Indien et la base Interarmées de défense.

## ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS

Traduisant sa volonté de réduire ou redéployer les engagements militaires extérieurs de notre pays et alors qu'un 63ème soldat est mort en patrouille dans la Kapisa, le Président de la République a indiqué que la France commencerait à rapatrier dès cette année plusieurs centaines de ses soldats engagés en Afghanistan. Ce retrait se ferait de manière « proportionnelle et dans un calendrier comparable » au désengagement américain justifié par les coups portés à Al-Qaïda avec l'élimination d'Oussama Ben Laden et l'évolution favorable de la situation locale.

Par ailleurs, le ministre d'Etat Alain Juppé a indiqué le 5 juillet devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale qu'une réflexion était en cours sur l'évolution du statut juridique de nos forces engagées au Tchad dans le cadre de l'opération Epervier qui date de vingt cinq ans.

Quant à la force Licorne en Côte d'Ivoire, qui a compté jusqu'à 1 700 hommes au plus fort de la crise, elle serait réduite à «300 - 400 hommes d'ici la fin de l'année ».

## Répartition géographique du SMA 2011

Extraits de TIM (Terre Information Magazine) mai 2011



# Les pérégrinations d'un lieu de mémoire au Vietnam

## La restauration du « cimetière des français » à Hué

Jean Couso, président de l'Association des Amis du Vieux Hué

Le cimetière de Phu Cam, créé en 1904, fut le premier et l'unique cimetière de civils européens dans la capitale impériale. Auparavant n'existaient à Hué, depuis 1885, que des cimetières militaires. Situé derrière la cathédrale de Phu Cam, le cimetière civil renfermait les tombes de fonctionnaires et de commerçants français auxquelles s'étaient ajoutées des stèles rapportées d'autres cimetières abandonnés contenant les restes des premiers Européens installés en Annam.

Ce « Cimetière des Français » portait bien son nom : les inscriptions apposées sur les tombes de deux communautés écrivaient l'histoire des Français de Hué, de la tombe de Geoffroy de Forsans, compagnon de l'Evêque d'Adran mandaté par Louis XVI avec les « Français au Service de Gia Long » pour réinstaller la dynastie des Nguyen, à celle de Maurice Graffeuil, Résident Supérieur en Annam de 1934 à 1940, en passant par Wladimir Morin, fondateur de l'hôtel Morin en 1901 ou le plus modeste Tran Dinh Hanh, « Inspecteur de la Sûreté mort pour la France en 1946 victime du devoir » et tant d'autres.

Beaucoup de militaires morts pour la France, vietnamiens et français, avaient été enterrés à la hâte dans ce cimetière civil pendant les tourmentes du coup d'état japonais (1945), du siège de Hué (fin 1946, début 1947) ou de la guerre d'Indochine, parfois avec la simple mention d'un nom ou d'un numéro de matricule.

Le cimetière de Phu Cam n'avait pas subi le sort des cimetières militaires, dont les corps ont été rapatriés à Fréjus il y a quelques années (accord franco-vietnamien de 1986). La raison de cette exception tient sans doute au fait que le périmètre de la cathédrale, sa procure et le cimetière attendant étaient sous l'autorité d'un Délégué Apostolique représentant le Vatican. Son caractère d'extraterritorialité l'a donc préservé d'une « première » exhumation.



Vue de l'ancien cimetière à l'abandon (Photo AAVH - 1998)

### LES ETAPES D'UNE INTERVENTION

**L'Association des Amis du Vieux Hué sollicitée par le Ministère des Affaires Etrangères de réhabiliter les épitaphes du cimetière**

### 2006 : transfert réussi du cimetière

Depuis 1954, le cimetière était pratiquement à l'abandon, non entretenu et envahi de végétation, au point que les tombes étaient méconnaissables.

Au début des années 90, l'Ambassade de Hanoï, relayant des initiatives privées, tentait avec difficulté de faire nettoyer le cimetière... peine perdue ! La végétation reprenait le dessus ; le lieu était devenu un centre de combats de coqs ! Au demeurant, les autorités de Hué souhaitaient récupérer le terrain pour y construire des habitations, sous la pression immobilière d'une ville dont la population s'agrandissait très vite.

En 2006, grâce à la ténacité du Professeur Lapiere et de M. Chau Trong Ngo, représentant l'AAVH à Hué, il était transféré vers la plaine des tombeaux du village de Thuy Phuong, à 14 km au sud-ouest de Hué.

L'Ambassade de France - qui a subventionné l'ouvrage - et les autorités de la province, avaient trouvé là, après des années de pourparlers, un site idéal de sérénité dans un cadre majestueux au pied de la chaîne annamitique. Les stèles en pierre de taille et l'alignement parfait des tombes font de l'ensemble une réussite. On peut parler de « renaissance ».

### Oui mais...

Extrait in texto de la lettre reçue en juin 2009 de notre représentant à Hué, M. Ngo :

« .../...au nom de l'AAVH vous pouvez poser le problème très urgent aux autorités françaises en vue de faire graver l'identité sur chaque stèle, avec l'aide du côté vietnamien à Hué, bien sûr. Je m'inquiète beaucoup sur ce problème. Si on laisse prolonger ce mauvais état du Nouveau Cimetière, peut-être il y aura un jour où l'on peut dire que les identités des défunts enterrés au cimetière sont égarées, ce qui mène à

un devenir déchirant : « Tombeaux des inconnus ». En attendant votre urgente intervention, je vous prie de croire... »

Que s'est-il passé en 3 ans pour que les stèles de ce cimetière rénové soient devenues des « Tombeaux des inconnus » ?

Malheureusement, par excès de confiance, aucun des représentants de l'ambassade n'est intervenu sur place en temps utile pour s'assurer du bon déroulement de 3 opérations essentielles : transfert de la totalité des tombes, accompagnées des épitaphes correspondantes; contrôle et vérification du libellé en bon français des noms, titres et dates portés sur les épitaphes. Plus de la moitié sont à « déchiffrer ». Enfin, trouver une entreprise locale sérieuse qui utilise une peinture de qualité durable. La dernière intervention de peinture demandée par l'Ambassade en octobre dernier sur les inscriptions n'a pas tenu 4 mois !

### Question écrite à l'Assemblée Nationale – Réponse du Ministère des Affaires Etrangères

En septembre 2009, lors d'une assemblée générale, l'AAVH décide d'intervenir... mais sous quelle forme ? Jean-Pierre Ducrest membre de notre association, Vice-Président de l'AFAO et administrateur de AROM, a l'excellente idée d'alerter Madame Aurillac députée de Paris. Extraits de la question N° 62353 posée au Ministère des Affaires Etrangères et Européennes par Mme Aurillac, le 27 octobre 2009 : « Mme Martine Aurillac attire l'attention de Mr le ministre des Affaires étrangères et européennes sur l'état du nouveau cimetière français de Hué au Vietnam où les restes de nos compatriotes précédemment inhumés au chevet de la cathédrale de Phu Cam ont été transférés, fin 2006, en exécution d'un accord franco-vietnamien. Si le nouveau cimetière, situé à 12 kilomètres de la ville, paraît bien entretenu, les stèles de marbre affectées à chaque tombe voient leurs inscriptions rapidement disparaître. .../... Les visiteurs ont de plus en plus de difficulté à identifier la tombe de leur ancêtre.../... La réhabilitation des inscriptions est d'une urgente nécessité. L'association des Amis du Vieux Hué qui rassemble de nombreuses familles concernées est prête à y contribuer. »

Le ministère répond positivement et promet le soutien des autorités françaises.

### Une mission longue et délicate pour l'Association des Amis du Vieux Hué

Au mois de février dernier, le responsable de l'AAVH se rend sur le site du cimetière. Aidé de M. Ngo et du person-



Vue générale du nouveau cimetière

nel de l'hôtel Morin, il rassemble données et informations et rédige un rapport à l'adresse de madame Aurillac proposant au M.A.E. une solution qui permet de réhabiliter les inscriptions et de parachever l'ouvrage commencé, assortie d'un devis chiffré.

Dans ce même rapport, l'AAVH propose de reconstituer, grâce aux documents qu'elle a collectés et qu'elle seule possède, l'essentiel des épitaphes dans le but de faire réaliser par des artisans sérieux de nouvelles plaques en février 2012.

En réponse, Mme Aurillac recommande à l'AAVH de faire, dans les meilleurs délais, les démarches nécessaires auprès des autorités concernées et annonce qu'une subvention sera demandée dans le cadre des crédits qui seront alloués à la fin de l'année 2011 à l'Ambassade de France à Hanoï pour l'exercice 2012.

### Une année de recherche pour retrouver le texte de 343 épitaphes

L'AAVH devra rétablir, d'ici février 2012, le libellé de chaque nom, de chaque titre et de chaque date à partir de diverses sources. Photographie de chacune des plaques des 343 tombes (chaque photo est identifiée par un nom de fichier permettant de resituer exactement la tombe sur le plan fourni par les autorités). Recherche des familles ou descendants en France. Recherche à travers les extraits de baptêmes des églises de Hué (1922 à 1955) et de Da Nang-Tourane (1887-1954) dont l'AAVH possède l'intégralité des copies dans ses archives. Recherche dans le fichier des adhérents de l'ancienne AAVH (1914-1944) dont la nouvelle AAVH possède la liste etc.

Par cette mission revendiquée par l'AAVH, s'accomplit un devoir de mémoire exemplaire : le cimetière de Thuy Phuong reste le seul cimetière français existant au centre Vietnam. Avec un privilège unique : soubassements, pierres tombales et stèles sont entièrement neufs.

Il suffirait d'un budget bien modeste en regard du coût du transfert lui-même pour qu'il reprenne tout son sens, le travail de recherche des inscriptions étant réalisé bénévolement.

Encore faut-il que nos représentants qui se déclarent « soucieux du devoir de mémoire dû aux défunts français [...] accordent une attention particulière à la demande présentée par une honorable parlementaire » (J.O. - 19/10/2010)

Massillargues, mai 2011



Plaque avant restauration



Plaque neuve et corrigée

# La Communauté du Pacifique Sud

## 1947-2011: une vieille dame qui s'offre une nouvelle jeunesse

*Ayant son siège à Nouméa, la Communauté du Pacifique Sud, plus importante et plus ancienne organisation internationale d'Océanie, entame en 2011 un nouveau chapitre de son histoire. La fusion avec deux organisations régionales spécialisées au 1<sup>er</sup> janvier signe un nouvel élan à travers l'élargissement des compétences et un changement de taille sensible. C'est l'occasion de se pencher sur cette vieille dame qui s'offre une nouvelle jeunesse.*

### De la 2<sup>nde</sup> Guerre Mondiale au 21<sup>e</sup> siècle.

#### 1) Les origines : La conférence de Canberra en février 1947

Réunie à l'initiative de six puissances coloniales – France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Australie, Nouvelle Zélande, Pays Bas, elle a pour objectif, après la seconde Guerre Mondiale, d'assurer la stabilité et la sécurité de la région Pacifique et d'assurer le développement économique des populations autochtones. Une Organisation Internationale apolitique. Celle-ci bilingue est avec l'usage du français et de l'anglais dès les origines

Elle fonctionne grâce à :

- une Commission qui se réunit tous les 3 ans et qui prend les décisions.
- un Secrétariat Permanent pour assurer la coordination.

#### Quelques chiffres

- Née en 1947, la CPS a plus de 60 ans d'existence.
- Elle comprend 27 membres - Etats et Territoires – qui couvrent une variété de situation géographiques et politiques. La Papouasie-Nouvelle Guinée s'étend sur 470 000 km<sup>2</sup> et compte 6,7 millions d'habitants. Niue avec 1500 habitants, s'étend sur 260 km<sup>2</sup>
- Son budget : environ 70 millions d'euros, dont 80% sont pré affectés sur des programmes. La France est le 3<sup>e</sup> contributeur national.
- 600 agents environ
- 2 implantations principales : le siège à Nouméa et une antenne importante installée à Suva (Fidji). Il existe 14 correspondants régionaux dont Honiara, (Iles Salomon), Apia (Samoa), Papeete (Polynésie Française).



- un Conseil des recherches, qui organise la coopération dans le domaine scientifique.
- l'organisation qui s'appelle alors la Commission du Pacifique Sud installe son siège à Nouméa dans les bâtiments du Pentagone, hérités de la guerre. Un accord de siège règle en 1953 les rapports entre l'Organisation Internationale et la France.

La Guerre Mondiale a été le creuset du concept de « région Pacifique », dotée d'une identité propre, par opposition de la dispersion qui caractérisait autrefois « les mers du Sud ». Dès 1950, une conférence réunit, à l'initiative de la CPS, tous les peuples océaniques avec des délégués autochtones, ce qui est novateur à l'époque et engendre très vite parmi ces délégués un sentiment d'appartenance.

#### 2) 1960 -1995 : l'envol

On s'aperçoit peu à peu que la seule recherche scientifique est insuffisante à faire vivre l'organisation. On se tourne alors vers la coopération technique, avec des projets pratiques liés aux besoins de la région : la santé, la pêche, les femmes et l'économie ménagère, l'éducation. L'accent est très vite mis sur les actions de formation. Des réunions, des ateliers ou des séminaires sont organisés à des niveaux divers. Exemples : la réunion des Directeurs de la Santé à Nouméa en 1961, les formations sur la construction navale aux Salomon créés en 1961, la formation à l'économie ménagère en 1963. La CPS est également à l'origine des Jeux du Pacifique. Les premiers Jeux du pacifique ont lieu à Fidji en 1963, les deuxièmes à Nouméa en 1966.

A la fin des années 60 et début 70, l'influence de la décolonisation se fait sentir. Les océaniques occupent le poste de Secrétaire Général à partir de 1969. Parallèlement, on assiste à l'émergence d'autres organisations internationales dans la région. Ainsi le Forum des Iles du Pacifique, organisation à fort contenu politique créée en 1971 s'oppose aux essais nucléaires. Le Programme Régional Océanien pour l'Environnement, né en 1978, témoigne déjà préoccupations spécifiques. Ce contexte influence le fonctionnement de la CPS et conduit à une gestion plus rigoureuse.



Quelques dates marquantes de la période

- La Conférence de GUAM en **1973** : désormais tous les pays et territoires de la zone Pacifique, indépendants ou non, siègent à la Commission, l'organe qui prend les décisions. Le Festival des arts mélanésien est créé tandis qu'un important centre régional des médias est installé à SUVA.
- Conférence de SAIPAN en **1983** : tous les Etats et territoires participent comme membres de plein droit sur un pied d'égalité à l'organisation, indépendamment de leur statut. C'est ainsi que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie Française, Wallis et Futuna deviennent membres à part entière. Cette décision traduit le caractère non politique de l'Organisation Internationale régionale.
- En **1986**, le Président Jacques CHIRAC rend hommage à la CPS au cours de sa visite en Nouvelle-Calédonie.
- En **1991**, Jacques IEKAWÉ, calédonien, ancien préfet, est élu Secrétaire Général de la CPS. Un décès prématuré l'empêchera de prendre ses fonctions. Ce brillant haut-fonctionnaire devait rapprocher encore un peu plus les communautés anglophones et francophones du Pacifique.
- **1995** : l'organisation s'installe dans de nouveaux locaux, à l'architecture aérée, d'inspiration océanienne, qui constitue une véritable réussite. Le financement de ce nouveau siège est assuré à près de 50% par la Nouvelle-Calédonie.

### 3) 1995 – 2011 : la revitalisation et la réforme

Au début des années 1995, des problèmes récurrents de financement et de chevauchement de compétences avec d'autres organisations internationales de la zone imposent une réforme. Il revient à un Australien, Robert DUN, de la lancer en 1995. Il forme avec ses deux adjoints - Mme PANCELINA (GUAM), M. RODGERS (Iles Salomon) - un triumvirat efficace.

L'organisation prend un nouveau nom plus symbo-

lique : la Communauté du Pacifique Sud. Elle est dotée d'un nouveau logo et, on l'a vu, de nouveaux locaux. Un nouvel accord de siège est signé en 2003 par le Président de Nouvelle Calédonie, M. Pierre FROGIER. Le mode de fonctionnement est également revu. Une conférence statutaire des Ministres a lieu tous les deux ans et alterne avec le Comité des Représentants et Administrations à vocation administrative et financière.

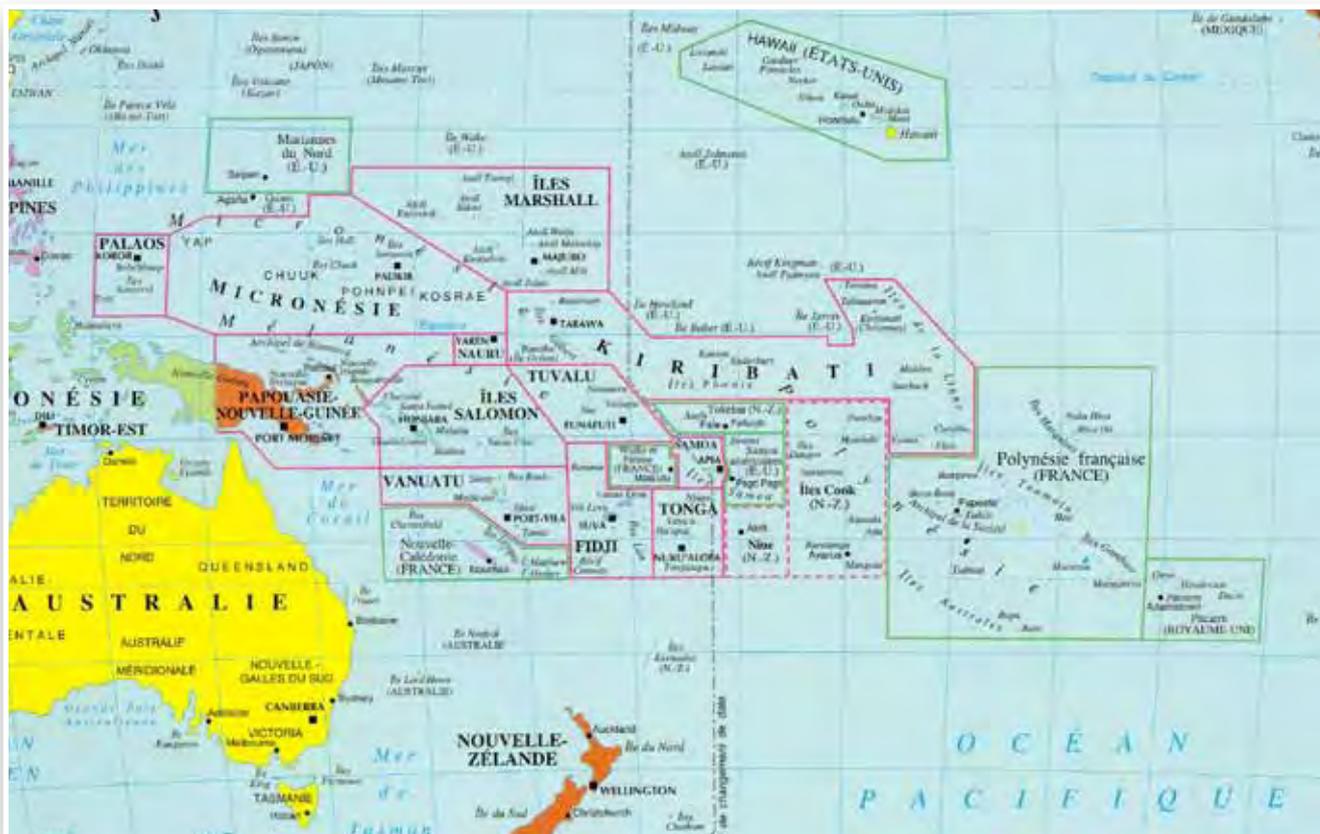
Enfin, la décentralisation est instaurée avec le plépiolement de 14 bureaux extérieurs. Dernière nouveauté : l'absorption en 2010 de la SOPAC spécialisée dans la gestion des catastrophes naturelles et les études géophysiques et du SPBEA, organisme de contrôle pédagogique régional. Les effectifs du personnel croissent de plus d'un quart.

### En forme de bilan

Cette évolution voire cette mutation ne se fait pas sans rencontrer quelques difficultés. Difficultés de financement, tout d'abord, pour assurer le fonctionnement d'une organisation hautement technique qui repose sur un nombre limité de bailleurs de fonds. Il convient toutefois de noter la participation croissante de l'Union Européenne à ce financement. La Nouvelle Calédonie en tant que territoire du siège fait également un effort financier croissant. Difficultés, d'autre part, d'assurer la cohésion d'un ensemble de compétences très diverses et d'éviter la dilution des objectifs et des activités.

Quoi qu'il en soit, la Communauté du Pacifique aura contribué de façon réelle, et irremplaçable à ce jour, au développement des petits Etats insulaires, qui dotés de ressources limitées n'ont pas la taille critique pour développer certaines secteurs d'activité au plan national : santé, pêche, éducation de base, les transports. Dernièrement, les TIC ont fait une entrée fracassante à la CPS pour assurer les liaisons avec les zones rurales éloignées. Les progrès de la lutte contre les grandes pandémies : tuberculose, dengue, leptospirose sont très réels. Nos PTOM francophones du Pacifique ont toute leur place dans l'organisation avec leurs nombreuses institutions de recherche : IRD, IFREMER, INRA, Institut Pasteur... et Nouméa leur offre une occasion de rayonnement. La Communauté du Pacifique a offert en outre aux micro-Etats de la zone une vitrine sur l'ensemble du monde Océanien et voir même sur le monde tout court, à travers les nombreuses rencontres organisées avec les institutions du système Onusien. C'est également un vecteur de maintien voire d'expansion de la langue française. C'est avant tout, à l'usage des Etats insulaires de l'Océanie, un magnifique outil pour lutter contre « la tyrannie de l'éloignement et de la distance ».

Antoinette BARDON ■



## L'OCÉANIE

L'Océanie qui couvre près de 37% de la surface de la terre est située à proximité de deux régions l'Amérique et l'Asie de l'est, parmi les plus dynamiques du globe. Elle aspire à mieux s'intégrer dans les échanges. Autour des deux pays-pivots que constituent l'Australie et la Nouvelle-Zélande (90% des terres émergées et 70% de la population), l'Océanie recouvre trois ensembles distincts :

- La Mélanésie, (540 000 Km<sup>2</sup> pour 8,1 M d'habitants,) îles noires riches en ressources naturelles comprenant, les îles Fidji, La Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, le Vanuatu et la Nouvelle Calédonie.
- La Polynésie, (nombreuses îles, 8 200 km<sup>2</sup> pour 0,6 M d'habitants), vaste ensemble d'archipels coralliens couvrant une Zone d'économie exclusive (ZEE) de 10 M de Km<sup>2</sup>. Cet ensemble culturellement homogène se compose de pays aux ressources limitées mais de forte densité humaine.
- La Micronésie (petites îles, représentant 3 000 km<sup>2</sup> pour 0,5 M d'habitants) située de part et d'autre de l'équateur et composée de nombreux Etats issus de l'ancien territoire sous tutelle américaine (Etats Fédérés de Micronésie, îles Marshall, Palaos) mais restant très attachés à Washington.

Si l'on met à part l'Australie, 15<sup>e</sup> puissance économique mondiale et la Nouvelle Zélande, membre de l'OCDE, l'instabilité, la dispersion, les disparités et le manque de ressources sont les handicaps chroniques de cette région face auxquels elle réagit par une architecture régionale consolidée, qui émerge dans un contexte de forte dépendance.

A côté de la CPS, le Forum des îles du Pacifique (FIP), organisation régionale fondée en 1971, à l'origine porte-voix de la décolonisation, dont le siège est à Suva, s'est progressivement ouvert aux territoires non souverains (La Nouvelle Calédonie et la Polynésie en sont membres associés depuis 2006). Il coordonne ses travaux avec la CPS et le Programme régional océanien pour l'environnement. La France, comme toutes les autres puissances, est partenaire du « Dialogue post Forum »

La déclaration de Bitckawa (2000) donne la possibilité pour le FIP d'intervenir dans les affaires d'un état membre pour y rétablir l'ordre. C'est dans ce cadre qu'après l'échec d'un dialogue pour tenter de ramener Fidji à la démocratie, celui-ci a été suspendu en mai 2009 de l'organisation.

Un projet de zone économique intégré en Océanie se met en place progressivement.

Mais la région reste sous perfusion de l'aide internationale. Après l'Australie et la Nouvelle Zélande, l'Union Européenne est le 2<sup>e</sup> bailleur de fonds à hauteur de 370 M d'euros, comme le Japon.

Après le retrait des Pays-Bas et du Royaume-Uni, la France est aujourd'hui le seul Etat de l'UE à être activement présent dans la région. Les collectivités territoriales, de Nouvelle Calédonie, de Polynésie et de Wallis-et-Futuna rassemblent près de 600 000 habitants sur une ZEE de 7 M de Km<sup>2</sup>.

Si la Francophonie ne représente que 2% de la population océanienne (Vanuatu compris), l'influence de la France est favorisée par le haut niveau de développement économique de nos collectivités et une politique d'insertion régionale portée par les institutions administratives, scientifiques et d'éducation existant à Nouméa et à Papeete. Les moyens de l'Etat mis au service de ces collectivités et à travers elles de la région représentent des transferts très importants (supérieurs à 2 milliards d'euros).

A défaut d'avoir obtenu les jeux d'hiver de 2018, la France organisera, du 27 août au 18 septembre 2011 à Nouméa, les XIV<sup>e</sup> Jeux du Pacifique auxquels participeront 22 pays et où le Président est attendu.



## Lu dans les revues

### *Le Point* : collection Références les textes fondamentaux



Ce numéro spécial de 130 pages en demi format paru en mai/juin 2011, vendu au prix de 6,90 €, nous rappelle, avec une belle photo de couverture portant sur les Noubas du Sud-Soudan, les textes fondamentaux

qui d'Hérodote à Levi-Strauss, illustrent la manière dont les sociétés et leurs penseurs ont jugé l'autre et se sont efforcés de le comprendre. Plusieurs auteurs, anthropologues, ethnologues, historiens ont participé à ce petit opuscule dont Catherine Golliou fait la présentation en souli-

gnant que c'est dans l'opposition aux autres que l'homme se définit le plus aisément.

Alain Testard résume les affres de l'anthropologue, Souleymane Bachir Diagne, montre la négociation permanente qu'implique la rencontre avec l'autre et Eric Navet le regard ambigu que, du barbare au bon sauvage, d'Hérodote à Las Casas et à Jean de Léry, en passant par Marco Polo, Montaigne et Diderot, les penseurs et philosophes ont toujours porté sur ceux qu'ils découvraient.

Françoise Héritier fait le point sur la construction des genres, tandis que David Le Breton, sociologue, introduit la redoutable leçon du XIX<sup>ème</sup> siècle pour en venir à Karl Marx, Durkheim et Weber, Freud et Lévy-Bruhl. Marcel Mauss et son essai sur le don est évoqué de même que

Georges Balandier et son combat contre l'exotisme. La mystification de la race et les progrès accomplis depuis la seconde guerre mondiale dans tous les domaines de l'anthropologie, culturelle, religieuse, de Bourdieu et Foucault à leurs héritiers sont passés en revue pour arriver à Pap Ndiaye qui étudie la manière dont l'immigration ou Internet modifient aujourd'hui le rapport à l'autre.

Un lexique et une courte bibliographie complètent les cent premières pages de ce court livret qui se termine par une série de « décryptages » sur Freud à Vienne, l'historien d'art, Jean Clair, Shu Shi, haut fonctionnaire confucéen au XI<sup>e</sup> siècle et les sous-sol de Naples avec le fameux tunnel Borbonico, lieu de refuge historique des habitants de la ville.

Bernard Laffitte ■

### *Alternatives internationales* n°51 juin 2011



Le dernier numéro de ce trimestriel s'ouvre par un éditorial de Yann Mens, rédacteur en chef, intitulé, « Aux urnes », les invitant à prendre conscience que le printemps arabe change la donne et que demain, d'autres démocraties seront voisines d'Israël. Suivent une série d'analyses d'actualité, courtes, mais bien vues sur la Libye par Jacques Amalric, la Tunisie, la Syrie, Al-Qaida, ainsi qu'une étude très complète sur le

Sud-Soudan qui actualise l'article qui figurait dans le bulletin n°22 d'AROM. Des articles plus succincts portent sur les difficultés qui attendent Outtara en Côte d'Ivoire et, en dépit de certains progrès, les déficiences du système en vigueur au Vietnam.

Une série d'articles sérieux mais divertissants montre tout le dilemme, pour les pays émergents, d'« être ou ne pas être occidental » et de concilier leur culture ancestrale avec le monde moderne.

Au chapitre des idées, plusieurs voix montrent la difficulté d'adapter la diplomatie classique aux exigences que l'on devrait avoir en matière de droits de l'homme ou de simple respect des libertés.

Dans les articles sur les cultures venues d'ailleurs, on relève des faits divers avec un curieux petit bonhomme venu du Cameroun, une description de la violence qui sévit au Nicaragua et comment, en Corée du nord, la bande dessinée vient au secours de la propagande du régime. Quelques pages sacrifient également au bio et à l'écologie.

Enfin, en se fondant sur l'expérience que l'on peut avoir des interventions dans le monde depuis la guerre d'Afghanistan, Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, signe en conclusion une chronique sans concession intitulée « Les nouveaux Lénines de l'humain ».

Bernard Laffitte ■



## Vu au cinéma

### UNE SÉPARATION

*Film iranien de 2h30 réalisé par Asghar Farhadi avec Leila Hatami, Pyman Moadi, Shabab Hosseini, Ours d'or du meilleur film, ours d'argent du meilleur acteur et ours d'argent de la meilleure actrice au 61<sup>e</sup> Festival de Berlin 2011.*

Lorsque sa femme, professeur, demande le divorce avec le projet de sortir du pays, Nader, un employé de banque de Téhéran, engage une aide-soignante pour s'occuper de son père atteint de sénilité. Il ignore alors que la jeune femme est enceinte et a accepté ce travail au-dessus de ses forces sans l'accord de son mari, un homme psychologiquement instable et violent. Leur fille, adolescente, assiste, déchirée, à une séparation qu'elle redoute et au drame qui se noue.

Il est difficile de ne pas être ému aux larmes par ce film qui montre tour à tour la violence et la douceur d'une famille confrontée au devoir filial dû à un grand malade dans une société où les interdits culturels et religieux, s'ajoutant aux lourdeurs administratives et judiciaires, compliquent constamment les choses les plus simples. En plus du drame que vit cette famille et de la beauté des acteurs, c'est un documentaire sur la frustration de la bourgeoisie et la violence latente des pauvres dans le Téhéran actuel. Davantage peut-être que les réactions enregistrées sur les médias sociaux lors des contestations électorales de l'année dernière, ce film, d'actualité, nous fait mesurer toute la difficulté de vivre dans un tel pays.

Comme dans une tragédie classique l'unité de lieu renforce et rend

plus pesante la dramaturgie : trois appartements, des services surpeuplés et sordides où la tension est latente, les embouteillages et le bruit de fond d'une ville dont on devine qu'elle pourrait être très belle.

« Une séparation » a été unanimement salué par la critique et par les cinéphiles qui connaissent bien Farhadi, son réalisateur, pour « La fête du feu » et pour son théâtre. Les grands quotidiens français lui ont réservé leur une du 8 juin. Après une première semaine honorable dans les grandes salles parisiennes, le film vient de retrouver une large diffusion auprès d'un public français que l'on découvre tout aussi averti que celui de Berlin. *Florelle Chapelle* ■



### LE CHAT DU RABBIN

Pour se remettre d'« une séparation », il faut aller voir « Le chat du rabbin » joyeuse fantaisie tirée d'une bande dessinée de Dargaud déjà publiée en 2005.

A Alger dans les années vingt, le chat du rabbin Sfar, qui a dévoré le perroquet de la maison se met à dire des mensonges ou des vérités blessantes. Alors, craignant les mauvaises influences que pourrait avoir ce chat si cher à sa fille, Zlabya, le rabbin les sépare. Il décide d'enseigner à l'animal, la Thorah, le Talmud, la Michna, la Guerama bref, tout pour permettre à ce chat de rentrer dans le droit chemin et de devenir, comme le maître, « un bon juif qui ne ment pas, car un bon juif ne ment jamais ». Le chat amoureux est prêt à tout, même à faire sa bar-mitsva (rite initiatique) pour conquérir sa maitresse, mais

l'enseignement reste plein de fantaisies contradictoires. Or, arrive au rabbin une lettre indiquant que pour garder son poste, il doit se soumettre à une dictée en français. Pour l'aider le chat commet le sacrilège d'invoquer l'Éternel. Le rabbin réussit sa dictée, mais le chat ne parle plus et son seul ami sera un peintre russe en quête d'une Jérusalem imaginaire où vivaient des juifs noirs. Il parvient à convaincre le rabbin, un ancien soldat du Tsar, un chanteur et le chat de faire avec lui la route coloniale où, entre autres aventures, après les pyramides, il retrouvera Tintin au Congo. Tout au long de cet apprentissage, le chat ne manque pas de contredire le rabbin en observant les mêmes oppositions, mais aussi convergences entre toutes les religions. Tout finira bien puisque... heureux qui comme Ulysse...

Ce film d'animation d'1h40 dont les réalisateurs sont Joann Sfar et Antoine Delesvaux avec les voix de François Morel, Maurice Benichou, Hafsia Herzi nous apporte beaucoup sur l'Algérie et la Judaité au début du siècle dernier. C'est un cours d'instruction religieuse, mais surtout un conte espiègle plein d'humour et de poésie que l'on est tenté de revoir ou dont on doit relire les albums avec gourmandise... ce qui, d'après le chat, arrive assez souvent. On pense évidemment aussi, dans un tout autre style, à Rabi Jacob.

*Florelle Chapelle* ■

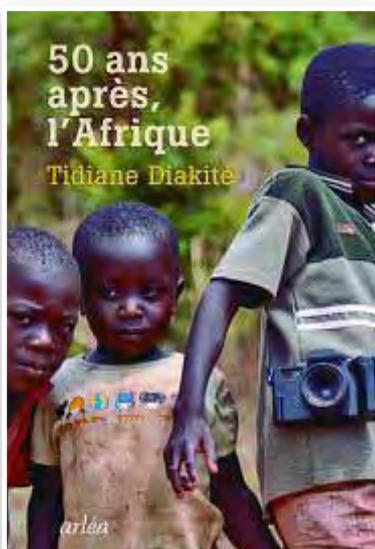




## Lu chez le libraire

# 50 ans après, l'Afrique

de Tidiane Diakité



Avec « 50 ans après, l'Afrique », loin des mirages de l'afro-optimisme, Tidiane Diakité nous propose un retour aux fondamentaux.

La faim : 32 % des Africains subsahariens, soit 265 millions de personnes, sont sous-alimentés. La brièveté de la vie : dans certains pays d'Afrique subsaharienne, l'espérance de vie n'excède guère 40 ans, voire moins. L'analphabétisme : dans nombre de pays, les taux de scolarisation (21 % au Niger !) n'atteignent pas 50 % et nombreux sont les enfants des rues et les enfants esclaves. Le sous-développement : richement dotée en matières premières, l'Afrique subsaharienne n'exporte pratiquement pas

de produits transformés. La corruption : selon la Banque Mondiale, « les comportements prédateurs dans les services d'utilité publique coûtent à l'Afrique subsaharienne 5,7 milliards de dollars par an (1 % de son PIB) ». La démocratie s'est dégradée en dictature éventuellement héréditaire. L'exode : beaucoup de jeunes Africains tentent de fuir leur terre natale au péril de leur vie.

Pourquoi le sous-développement ? Les duretés du climat intertropical ont certes été invoquées. Cependant, il existe des solutions techniques pour lutter contre la désertification et pour protéger la forêt. La traite négrière a durement impacté l'Afrique noire en raison du prélèvement démographique mais plus encore par les guerres internes liées à la capture des esclaves. La colonisation, outre ses effets économiques, a eu un impact psychologique : dévalorisation de l'histoire africaine, complexe d'infériorité...

Mais ces marques sont-elles indélébiles ?

« Bien sûr, la traite des Noirs fut, pour l'Afrique, une tragédie sans nom. Bien sûr, la colonisation fut une entreprise brutale, traumatisante et destructurante. Bien sûr, les Africains portent sur leurs épaules des siècles de souffrances, d'humiliations et de mépris. Oui, le néocolonialisme est une réalité incontestable. Oui, l'Afrique subit un pillage continu, aujourd'hui comme hier, par les pays riches, par les multinationales, avec ou sans la complicité d'Africains... »

Mais la seule question qui importe pour les Africains, c'est : « Que faisons-nous ? »

Quelles raisons d'espérer ?

La Chine ? Elle se comporte en prédatrice de matières premières non

transformées et, loin d'employer la main d'œuvre africaine, elle exporte vers l'Afrique sa propre main d'œuvre. La religion ? On assiste à un développement extrêmement rapide des sectes qui « se nourrissent de la misère réelle, mais aussi de la crédulité de leurs adeptes, misère et ignorance qu'elles contribuent à approfondir... S'il y avait autant de lieux d'alphabétisation et de cours d'hygiène, le pays s'en porterait beaucoup mieux. »

C'est finalement sur les femmes et sur les jeunes que Tidiane Diakité fonde son espoir.

Les nombreuses associations de femmes « bougent l'Afrique ». « Ce potentiel de dynamisme et de souffle novateur, lié à celui d'une jeunesse, la plus disponible au monde, est encore plus prometteur que les fabuleuses richesses matérielles que recèle le continent ».

Louis-Luc Camier ■

*50 ans après, l'Afrique, Tidiane Diakité, Éditions Arléa, 300 pages, 22 €*

### Tidiane Diakité

Professeur agrégé d'histoire, il a déjà publié :

- Avec Nathalie M'Dela-Mounier : *L'Immigration n'est pas une histoire sans paroles, Les Oiseaux de Papier 2008.*
- *La Traite des Noirs et ses acteurs africains - Du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, Berg International 2008.*
- *L'Afrique expliquée – Réponses aux questions des jeunes, Cultures Croisées, 2006.*

Il entretient par ailleurs un blog très actif :

[blog://ti.diak.over-blog.com](http://blog://ti.diak.over-blog.com)

## 10 mai 2011 : Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions



Cette commémoration coïncidait cette année avec le 10<sup>e</sup> anniversaire de la loi du 21 mai 2001 dite loi TAU-BIRA et prenait place dans l'année des outre-mer dont Daniel Maximin est le Commissaire (voir bulletin d'AROM n°23). Comme l'avait été le 6 avril l'hommage de la Nation à Aimé Césaire au Panthéon, la cérémonie du jardin du Luxembourg a pris cette année un tour exceptionnellement solennel. Quelque six cents invités assis se sont trouvés réunis en arc de cercle face à une tribune légèrement surélevée pour écouter le discours du chef de l'Etat. L'attente du Président fut meublée par les voix chaudes de la formation musicale féminine, Fanm Ki Ka, de la Guadeloupe.

Un livret d'excellente qualité contenant une préface du Président et des éditoriaux de Gérard Larcher, Président du Sénat, Marie-Luce Penchard, Ministre Chargée de l'Outre-mer et Françoise Vergès, Présidente du Comité pour la mémoire de l'esclavage indiquait les travaux préparatoires réalisés par les différents acteurs appelés à prendre part à la cérémonie. Une courte exposition, dont des extraits figuraient dans le livret, a été inaugurée à l'arrivée du Président. Elle contenait de remarquables documents

d'archives sur des actes, journaux de bord, déclarations de marronnages et pièces comptables qui ont entouré le commerce des esclaves.

Le discours présidentiel, empreint de gravité et d'émotion comme celui du Panthéon le mois précédent, mérite d'être écouté sur un des sites qui le reproduisent, tant il est différent de ses habituelles interventions. Partant des châtiments des esclaves enchaînés, il rappela le fameux « cri » d'Aimé Césaire dans son Cahier du retour au pays natal qui pendant des siècles traversa l'Atlantique. Bien pire que dans l'antiquité, la traite et l'esclavage, avec le préjugé de supériorité de l'homme blanc qui en était le fondement, furent la plus grande exploitation de la vie humaine comme valeur marchande qui ait jamais existé. Il n'est pas étonnant que, trouvant leur fondement dans le racisme, ces maux soient réapparus brutalement en plein XX<sup>e</sup> siècle.

Il fallut attendre la Révolution, mais surtout Toussaint Louverture et l'indépendance d'Haïti pour que ce commerce soit aboli puis provisoirement rétabli par la Convention. Mais les droits de l'homme étaient nés. Le rôle de Schoelcher et de l'abbé Grégoire fut rappelé comme défenseurs

de l'abolition totale et sans condition du système. Les maîtres voulaient en effet une compensation...et l'esclavage perdura même au Brésil jusqu'en 1888.

Descendants d'esclaves et tirailleurs se retrouvèrent dans deux guerres pour défendre la République. Elle sut en distinguer quelques grands hommes, Eboué, Monnerville et d'autres aux côtés de Césaire. Si le souvenir de la traite est resté vivace, ils n'ont jamais revendiqué de droits particuliers autres que ceux de liberté, égalité et fraternité. « La liberté c'est le Droit qui la garantit. L'égalité, c'est la raison qui l'exige. La fraternité, c'est le cœur qui l'appelle » proclame le Président.

L'émancipation reste le grand problème de l'humanité et l'idéal inachevé de notre République conclut-il avec cette belle envolée : « Toussaint et Schoelcher firent ce qu'ils avaient à faire. Les justes firent ce qu'ils avaient à faire. Permettez-moi de finir sur cette question qui devrait sans cesse tourmenter notre âme : Et nous ? » Vive la République ! Vive la France !

Une stèle destinée à venir compléter dans le jardin du Luxembourg les souvenirs qui y sont déjà à la mémoire de la traite et de l'esclavage et de leurs abolitions fut dévoilée à l'issue de la cérémonie.

**Raymond Césaire** ■



## *Le 25 mai au Jardin Tropical du Bois de Vincennes et à l'Arc de Triomphe Les Troupes de marine honorent la Mémoire des soldats coloniaux et des tirailleurs*

Général (2S) Armel Le Port

### L'historique

La cérémonie de Mémoire s'est déroulée dans les jardins de l'ancien Institut d'agronomie tropicale du Bois de Vincennes qui appartient aujourd'hui, pour partie, au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique, le CIRAD, et, pour la partie publique, aux Parcs et Jardins de la Ville de Paris.

Dans les différents pavillons dispersés dans le parc, hérités de l'Exposition coloniale de 1907, étaient soignés, pendant la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale, les soldats des régiments et bataillons coloniaux blessés au front. Un certain nombre d'entre eux y sont décédés.

En hommage aux soldats coloniaux et d'outre-mer morts pour la France, a été édifié et inauguré, en 1920, le monument « Aux Soldats Coloniaux de la Grande Guerre, 1914- 1918 ».

Quelques années plus tard ont également été érigés, dans les jardins qui entourent le site, les monuments aux soldats noirs et aux soldats malgaches, ainsi que les monuments indochinois.

### Les cérémonies

La cérémonie du 25 mai après-midi était présidée par le général Dominique Gérard, adjoint Outre-Mer auprès du général gouverneur militaire de Paris et commandant la région Terre Ile de France. Il était accompagné du colonel Yves Lallemand, chef de corps de l'Ecole militaire de spécialisation de l'outre-mer et de l'étranger, et du général de corps d'armée (en 2<sup>e</sup> section) Pierre Lang, président de la Fédération nationale des anciens d'outre-mer et anciens combattants des Troupes de marine qui organise cette manifestation.

Parmi les personnalités civiles et militaires, on relevait la présence de l'ambassadeur de France, Raymond Césaire, président d'AROM, du général de corps d'armée Michel Noël du Payrat, ancien inspecteur des TdM et ancien président de la FNAOM, du général de division Jean-François Canicio, président de Frères d'Armes, de M. Patrick Herbin, secrétaire général du CIRAD, accompagné de M. Nau, nouveau directeur régional Ile de France du centre, du colonel Coulibaly, attaché de défense du Mali, du lieutenant-colonel Yodi, stagiaire du Togo à l'Ecole Supérieure de Guerre, du lieutenant-colonel Legras, représentant le président général du Souvenir Français.



Dépôt de gerbe par le Général LANG



Par ailleurs on notait la présence d'une vingtaine de jeunes de la Seine-Saint-Denis, regroupés dans l'association « Laissez-les Servir » et conduits par le capitaine (R) Abdoulhousen. Ces jeunes des banlieues avaient tenu à honorer la mémoire de leurs « grands anciens » des Troupes coloniales et des Tirailleurs sénégalais, tant au Jardin Tropical qu'à l'Arc de Triomphe.

Le drapeau du 1<sup>er</sup> régiment de Tirailleurs sénégalais était tenu par une garde du 21<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de marine de Fréjus. Le piquet d'honneur provenait du 1<sup>er</sup> Régiment d'Infanterie de Marine d'Angoulême détaché en mission VIGIPIRATE à Paris, la Musique principale des Troupes de marine fournissant le clairon et le tambour. Le détachement d'honneur était placé sous les ordres du chef de bataillon Le Roux, de l'EMSOME.

En raison des prestations demandées par les autorités de l'Etat pour accueillir les hôtes étrangers invités au G8 de Deauville, la Fédération n'avait pu bénéficier, comme les autres années, d'une musique militaire. Aussi les participants ont-ils chanté d'une belle voix la Marseillaise, l'hymne des Troupes de marine et Marie-Dominique.

Des gerbes ont été déposées successivement devant le monument aux soldats noirs, devant le monument aux soldats coloniaux de métropole et d'outre-mer, devant le monument malgache et sous la pagode indochinoise. Parallèlement étaient également honorés, par des bouquets déposés au pied de leurs monuments respectifs, les Indochinois chrétiens et les Laotiens et Cambodgiens.

A l'issue de la cérémonie qui a duré une petite heure, un pot de



l'amitié a réuni les participants sous les hangars du CIRAD. A cette occasion, le Président de la Fédération a remis la médaille du Mérite colonial à Mme Philippi, créatrice du Muséobus de Dakar, et à M. Riquier, secrétaire général de l'Association pour la Mémoire de l'Armée Noire (AMAN) qui œuvre notamment pour la restauration du monument de Reims.

A 18h30, la cérémonie de ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe était présidée par le général de corps d'armée Bruno DARY, Gouverneur militaire de Paris, en présence du général d'armée (2S) Bruno CUCHE, président de « La Flamme sous l'Arc de Triomphe ». Les deux généraux sont caporaux d'honneur des Troupes de marine. ■

### *Le Site Indochinois du Jardin Tropical*

L'esplanade du Souvenir Indochinois rassemble des représentations des cinq territoires de l'Indochine française : le Tonkin avec un mémorial vietnamien, l'Annam avec une urne funéraire et une pagode pour la Cochinchine, auxquels on a adjoint un monument aux Cambodgiens et Laotiens ainsi qu'un autre aux Indochinois chrétiens morts pour la France.

Le site indochinois de l'Exposition Coloniale de 1907 a connu des modifications architecturales importantes. A l'origine, se dressait sur cette esplanade un vaste temple en bois richement sculpté de 350 m<sup>2</sup>, copie conforme d'une maison commune de village cochinchinois, « le Dinh ». Durant l'exposition, cet édifice servait de vitrine à l'artisanat de luxe de la Cochinchine. Ensuite le temple en bois se dégrada rapidement.

Survient la Guerre de 1914-1918. Le site du jardin d'essai tropical accueille alors les blessés des colonies asiatiques. Au sortir de la guerre, le gouvernement confie la gestion du bâtiment au Souvenir Indochinois, association de Français ayant vécu en Indochine.

Dès lors, le site est dédié au souvenir des soldats indochinois morts pour la France. Le pavillon cochinchinois, devenu Pagode du Souvenir, conservait des stèles en bois où étaient inscrits en caractères chinois les noms des soldats bouddhistes tombés au champ d'honneur. Face à la pagode, se trouve un mémorial avec, sur le devant, une copie d'urne funéraire du Palais impérial de Hué. Cet ensemble fut consacré aux soldats vietnamiens. A proximité, est érigé un monument en pierre à la mémoire des soldats indochinois chrétiens. Enfin, au

bout de la perspective, un monument en forme de cloche pointue rappelle le souvenir des soldats cambodgiens et laotiens. Malheureusement, en avril 1984, la Pagode du Souvenir est visitée, pillée et incendiée. Aujourd'hui il ne reste plus rien de la maison cochinchinoise de l'exposition de 1907.

L'Association Nationale des Anciens et Amis de l'Indochine (l'ANAI), entreprend alors, en lançant une souscription, la construction d'un nouvel édifice, plus petit que le précédent, consacré à la mémoire de tous les soldats indochinois. L'actuelle pagode rouge qui domine l'esplanade a été inaugurée en 1992. L'ANAI assure l'entretien du site mémoriel et organise chaque année, le 2 novembre, une cérémonie du souvenir autour de cette pagode.

# CLAUDY SIAR

*nouveau Délégué interministériel  
pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer*



CLAUDY SIAR, nouveau Délégué interministériel pour l'égalité des chances des français d'outre-mer, remplaçant Patrick KARAM qui, après quatre ans de mandat, sera appelé à d'autres fonctions, a présenté le 26 mai son équipe et son programme à la presse et aux associations.

Comme son prédécesseur il aura notamment pour mission, sous l'autorité de la ministre de l'outre-mer, de prévenir les difficultés que ren-

contrent en métropole les jeunes d'origine d'outre-mer et de faciliter leurs relations avec leurs collectivités d'origine.

Claudy Siar, guadeloupéen de 46 ans, n'est pas un inconnu puisqu'il a été l'animateur de couleurs tropicales sur RFI, le producteur de l'émission Africastar et reste, apparemment, le propriétaire de Tropiques FM. Il a toujours défendu, et a été épinglé pour cette raison, Dieudonné et la Tribu KA.

Si la presse a généralement vu une ouverture à gauche dans cette désignation, l'intéressé a insisté sur la continuation du programme et des équipes qui avaient travaillé depuis 2007 avec Patrick Karam. L'objectif reste de maintenir les actions qui ont été engagées en matière de protection sociale et d'emploi afin de récupérer une position politique plus forte en prévision de 2012, même si cette échéance est peu évoquée.

La nébuleuse des associations, qui à la fois alimente et se nourrit du cordon ombilical entre l'outre-mer et la métropole, ce que l'on a appelé le 5<sup>e</sup> DOM, ne pouvait être que satisfaite de voir maintenus, au moins pour l'année à venir, les moyens affectés à leurs actions. Homme de communication, Claudy Siar, qui était accompagné de Daniel Maximin dans sa présentation, a su reprendre le discours du moment sur la nécessité de changer les comportements, de conjuguer les talents et de faire bouger les lignes. Il souhaite faire changer les regards de la métropole et les « imaginaires », et amener la sécurité par la lutte contre la pauvreté et la précarité. Il veut for-

ger des outils d'entraide pérennes, mais organiser également un « tour de France de l'égalité des chances » où il retrouvera tous les ultramarins établis dans les régions... et ils sont nombreux à prévoir de répondre à son attente.

La délégation à l'égalité des chances, dont le personnel est d'une douzaine d'agents, et les bureaux sont situés au Ministère de l'Outre-mer 27 rue Oudinot, ne doit pas être confondue avec la Délégation générale de l'outre-mer, dirigée par le Préfet Vincent Bouvier qui, à côté du Cabinet de la ministre, constitue la véritable administration du Ministère. Cette délégation, comprend le commandement du service militaire adapté, le bureau des ressources et de la coordination, le service des politiques publiques, celui des affaires juridiques et institutionnelles et un service de l'évaluation, de la prospective et de la dépense de l'Etat. ■

## Claudy Siar a présenté son équipe

- Son directeur de cabinet est le futur préfet **Paul Laville** (ancien sous-préfet du Marin en Martinique) ;
- son chef de cabinet est le guadeloupéen, **Fabrice Devaed**.
- **Nadia Dussol**, ancienne attachée de presse de Lionel Jospin est la conseillère de presse de la délégation dont le budget va passer de 140 000 à 200 000 euros.



Claudy Siar  
présentant  
sa feuille  
de route

## LES ÉCRIVAINS DIPLOMATES

12, 13 et 14 mai, La Courneuve et Quai d'Orsay

La revue trimestrielle « *MONDES* », sous-titrée : « Les cahiers du Quai d'Orsay », qui paraît en Français et en Anglais, s'est associée, en faisant un tiré à part, à l'organisation d'un colloque universitaire sur « Les écrivains-diplomates » qui s'est tenu les 12, 13 et 14 mai dans les nouveaux locaux des archives diplomatiques de La Courneuve, avec une séance de clôture au Quai d'Orsay.

Ouvert par Frédéric Baleine du Laurens, directeur des archives, et introduit par Laurence Badel de l'Université de Strasbourg et Renaud Metz, de l'université de Polynésie, ce colloque a été présidé pour sa première matinée sur le thème « l'écrivain-diplomate, entre littérature et politique » par Georges-Henri Soutou, de l'Académie des sciences morales et politiques et fils de l'ancien secrétaire général du Quai. Il vient d'ailleurs de faire paraître, aux éditions de Fallois, un livre intitulé « Jean-Marie Soutou, un diplomate engagé », qui sont les mémoires de son père (beau-frère de Jorge Semprun) de 1939 à 1979.

Un après-midi a été consacré à un parallèle fait par des universitaires entre « pratiques diplomatiques et littéraires ». La troisième partie du colloque a porté sur « diplomatie et écritures », avec un témoignage de l'actuel ambassadeur de France à Athènes sur la diplomatie à l'heure du numérique. Les universitaires français et étrangers se sont également interrogés sur le point de savoir s'il existait un modèle français.

Une table ronde a réuni le dernier jour au Quai d'Orsay, un certain nombre de diplomates écrivains français et étrangers, actuellement en fonction, dont Ylljet Aliçka, Ambassadeur d'Albanie et Henri Lopes Ambassadeur du Congo en France, Daniel Rondeau Ambassadeur à Malte, Stéphane Gompertz, directeur d'Afrique, Patrick Imhaus (Marc Bressant), Joëlle Bourgois, tous écrivant sous leur nom propre ou sous des pseudonymes.

Bernard Laffitte ■

Exposition au Musée Cernuschi du 9 septembre 31 décembre 2011

## ARTISTES CHINOIS A PARIS : 1920-1958

De LIN FENGMIAN à ZAO WU-KI

En 1911, à la suite de la chute de l'Empire, une partie des élites intellectuelles chinoises a pris la décision de se tourner vers l'occident pour moderniser le pays. A partir des années 1920, de plus en plus d'artistes se rendirent en Europe. Paris accueillit ainsi des artistes aussi importants que LIN FENGMIAN, XU BEIHONG, PAN YUHANG, SANYU, LIN HAISU, PAN XUNQUIN, ZAO WU-KI, CHU TEH-CHUN... qui s'inscrivirent à l'École des Beaux-Arts et dans les Académies indépendantes, entrèrent en contact des avant-gardes et exposèrent dans les Salons prestigieux de l'époque. De leur séjour en France résulta une profonde rupture avec les traditions artistiques chinoises.

Conçue et présentée par Eric Lefebvre, conservateur au musée Cernuschi, cette rétrospective de la peinture moderne en Chine prolonge l'œuvre féconde – et quasi unique en France – de ce musée en ce domaine encore mal connu. Elle permet aussi de rappeler le rôle joué par la communauté française de Shanghai à l'époque des Concessions, pour soutenir les artistes chinois et collec-

tionner leurs peintures. Après Paris, Taïpeh et Shanghai accueilleront cette exposition un émouvant symbole !

Jean-Pierre DUCREST ■

Musée Cernuschi : 7, avenue Vélasquez 75008 PARIS



# VAUDOU

*Jusqu'au 25 septembre  
à la Fondation Cartier  
pour l'art contemporain*

*L'exposition Vaudou proposée par la Fondation Cartier au 261 boulevard Raspail 75014 Paris tous les jours de 11h à 19h rend hommage à Jacques Kerchache, galériste et collectionneur autodidacte inspiré, ayant parcouru le monde et grand promoteur des arts premiers auprès de Jacques Chirac. C'est sur son initiative que fut créé le pavillon des Sessions dédié au Musée du Louvre aux arts d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et le Musée du Quai Branly dont il n'aura pas vu la réalisation puisqu'il est décédé en 2001, mais auquel sa femme, Anne, fit don d'un grand nombre d'œuvres.*

Le Vaudou est la découverte de jeunesse de cet explorateur esthète qui dans le bas Dahomey, aujourd'hui Bénin et au Nigéria, ce que l'on appelait autrefois la « côte des esclaves » étudia cette religion et l'art qui s'y attache. Son approche ethnographique, que partageaient d'autres chercheurs comme Pierre Verger, se doubla très tôt d'une réflexion esthétique dans laquelle l'encouragèrent plusieurs musées français et étrangers dont il devint le conseiller artistique. Car la caractéristique du Vaudou est d'être une religion animiste (Ogun, Xangô etc ...) et un ensemble de rites, de danses et de pratiques toujours vivaces (le candomblé) dans le nord du Brésil, dans les Antilles, notamment à Haïti et jusqu'aux Etats Unis, bref partout où ont été envoyés, pendant quatre siècles, des esclaves de cette partie de la côte d'Afrique.

Le Vaudou fait dialoguer l'homme entre le visible et l'invisible à travers des chants, danses et sacrifices et, comme les ex-voto dans nos églises, à travers des statuettes chargées d'éléments hétéroclites qui servent, dans chaque famille ou à chaque individu, d'intermédiaires dans les pratiques de la vie courante. L'art de Jacques Kerchache aura été de choisir des pièces dont l'esthétique et la composition, même impénétrable, permet d'imaginer le dialogue. Il avait lui-même l'art de se faire expliquer le plus possible la nature ou l'usage des pièces qu'il collectait auprès des populations fon, ewe ou yoruba, mais aussi d'en parler avec passion, comme il le montre dans les films qui accompagnent l'exposition.

La Fondation Cartier a invité Enzo Mari, célèbre designer italien, qui ne connaissait pas Jacques Kerchache, à



créer une scénographie adaptée à l'exposition. Il l'a fait à partir d'un parti pris esthétique, comme dans un décor de film, en invitant le visiteur à pénétrer, au milieu de grandes statues, dans le monde un peu inquiétant du Vaudou. L'explication sur ce monde est donnée en partie au même étage par plusieurs documentaires sur l'œuvre et la manière de travailler de Jacques Kerchache.

La grande salle du sous-sol nous offre 48 statuette (Bocio) de 25 à 40 centimètres montées sur colonnes et vitrines toutes semblables, permettant de détailler les œuvres de partout. Chaque pièce est différemment patinée, croutée ou « chargée », ligotée, percée de taquets, de clous, parée de coquillages, de cauris, de perles, de bijoux ou de fers d'esclaves, parfois biface, renflée sur certaines parties du corps, munie de cadenas... chacune nous laisse imaginer une origine, une destination culturelle ou une histoire. J'ai choisi d'isoler chaque objet comme des testine, grecques ou romaines pour éviter l'effet d'accumulation nous dit le scénographe.

La dernière salle ne fait pas à proprement partie du parcours. Elle comporte quelques objets, meubles et souvenirs rapportés par Jacques Kerchache de ses voyages, mais surtout un extraordinaire chariot de la mort pièce qui illustre remarquablement, à terre et sur quelques mètres carrés, la manière qu'il avait de voir et mettre en scène l'art... et la mort.

Raymond Césaire ■

# Aimé Césaire, Lam et Picasso

## « Nous nous sommes trouvés »

*Exposition des Galeries nationales au Grand Palais*

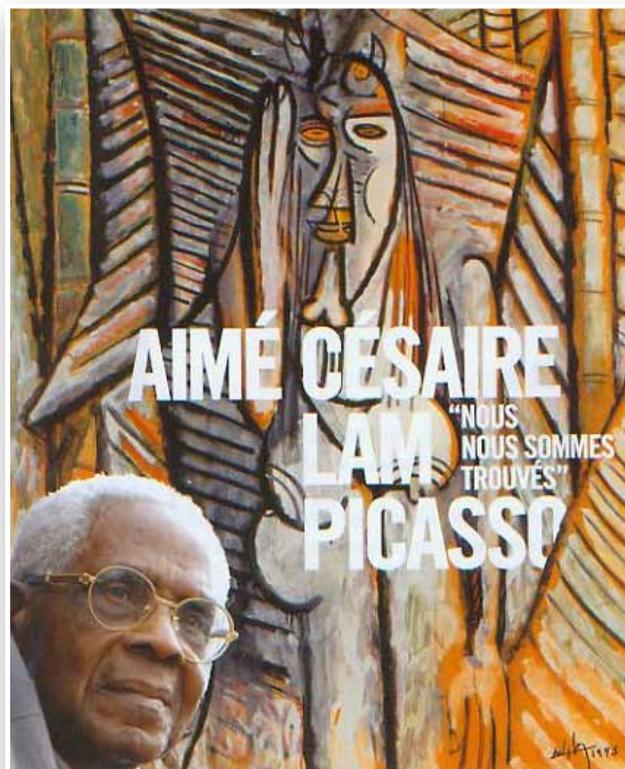
*Cette exposition qui prenait place dans le cadre du programme de l'année des outre-mer, prolongée d'une quinzaine de jours, a pris fin le 27 juin. Son thème couvrait une série de rencontres entre deux peintres et un poète, de même qu'avec André Breton, engagés les uns et les autres au début de la guerre dans le même combat de militants politiques, le communisme, et artistique, le surréalisme.*

Avant 1941, on notait des « convergences » entre des écrivains et des artistes dont les uns étaient déjà connus, Picasso, Wilfredo Lam, Breton, Masson et bien d'autres qui s'étaient rencontrés dans les milieux intellectuels et artistiques surréalistes parisiens. Aimé Césaire n'était guère connu, si ce n'est pour avoir été le premier noir reçu à l'École normale supérieure, même si la première édition du *Cahier du retour au pays natal* avait été publiée en 1939.

L'histoire commence le 25 mars 1941 à Marseille d'où, grâce à l'Emergency Rescue Committee et à son mandataire Varian Fry, appareille pour New York le cargo « Capitaine Paul-Lemerle », avec à son bord de nombreux intellectuels fuyant le nazisme parmi lesquels, André Breton, Claude Lévi-Strauss, Anna Seghers, Victor Serge etc.

Faisant relâche à la Martinique, les autorités françaises fidèles à Vichy retiennent les passagers un mois dans l'île où André Breton découvrira, dans une mercerie, la revue « *Tropiques* » et fera connaissance d'Aimé et Suzanne Césaire leurs auteurs qui la publient. C'est en faisant découvrir l'île, sa végétation « délirante », notamment la fameuse forêt d'Absalon, que Suzanne et Aimé Césaire font la conquête de leurs visiteurs, Breton, Masson, Lam et les autres.

Eblouissantes « trouvailles » titre fort justement l'exposition. Par la suite, en organisant les premières résistances dans les îles, en participant tous après la guerre aux congres du parti communiste et des jeunesses progressistes mondiales, ils ont continué



à échanger leurs émotions pour finir par illustrer leurs œuvres respectives.

Ce sont des années plus tard, ayant pour la plupart rompu avec le parti, mais s'étant lancés dans de nouvelles luttes sociales ou courants littéraires et artistiques qu'ils ont continué à produire des œuvres dont on retient aujourd'hui la force jusqu'à l'« annonciation », ultimes retrouvailles entre l'auteur de *Laminaire* et Wilfredo Lam, décédé en 1982, qui ne verra pas l'achèvement d'une de ses œuvres majeures.

Les tableaux de Lam, métis cubano-chinois, trop rarement rassemblés en France, donnaient, par leur dominante sépia et en dépit des sujets parfois violents abordés, douceur et harmonie à cette exposition.

Florelle Chapelle ■

# Premiers contacts avec le Vietnam

Arnaud Apoteker



Circulation de deux roues à Hanoi

Je suis parti à Hanoi assister au 3<sup>e</sup> congrès mondial du riz, en novembre dernier, pour y représenter Greenpeace International.

Je suis relativement peu familier de l'Asie, continent que je n'ai pas souvent visité, mais le Vietnam a un parfum de famille particulier pour moi. Ma mère et mon oncle ont passé une partie de leur enfance dans ce qu'on appelait alors l'Indochine, ce nom un peu désuet par lequel ils le désignaient systématiquement lorsqu'ils évoquaient des souvenirs d'enfance. Quelques objets souvenirs dans l'appartement familial et les réminiscences de l'enfance de ma mère n'ont pas manqué de provoquer une curiosité particulière pour ce pays.

C'est donc avec enthousiasme et excitation que je suis arrivé à Hanoi, avec l'envie de me projeter dans le passé familial, de ressentir quelques traces de sensations générationnelles.

J'avais la chance d'être logé dans le centre ville, au cœur de Hoan Kiem. Au matin de mon arrivée, ma première impression a été une certaine familiarité malgré le dépaysement d'un endroit jamais visité. Hanoi m'a semblé plus « européenne » que les quelques autres villes asiatiques que j'ai pu voir. Est-ce parce que j'étais en plein centre, mais je sentais mes repères d'urbain d'Europe. Pas de ces avenues gigantesques et de ces tours de verre, de ces espaces qui vous découragent de tenter de marcher, mais un vrai centre ville, des immeubles à taille familière pour le Parisien que je suis, des trottoirs, une sensation de s'y retrouver. L'alphabet francisé du père Alexandre de Rhodes n'y est sans doute pas pour rien, et le nom des rues, même incompréhensible, semble plus facile à repérer sur le plan.

Cet univers plus familier n'en est pas moins exotique. Au contraire, ce mélange d'influence européenne

et du style asiatique des immeubles du centre ville procure un sentiment d'étrangeté. Et puis, il y a cette activité débordante sur les trottoirs, les échoppes de produits innombrables, les rues commerçantes, la rue des chaussures, des ustensiles ménagers, des DVD piratés à 1 euro, les fausses montres et toute une électronique dont on se demande la fiabilité, tellement les prix semblent bas. Et enfin les restaurants à même le trottoir, pour une soupe ou un plat indéfinissable, mais généralement délicieux. Et les temples discrets, au milieu des commerces.

Et ce qui frappe peut-être le plus, ce sont ces millions de scooters qui parcourent la ville en tous sens. Les scooters bon marché ont remplacé les vélos, devenus plus rares. Dans le centre, il y a encore relativement peu de voitures, et le trafic reste fluide, même dans les rues plus étroites. Mais il est très impressionnant pour nous Européens de regarder ce flot ininterrompu de deux-roues, qui se croisent dans tous les sens aux carrefours sans à-coup et obligent à traverser les rues, sans s'arrêter au milieu du flot. Ce sont les conducteurs qui contournent les piétons, et non ceux-ci qui tentent de les éviter. Pour traverser la rue, armez-vous de courage et passez entre les scooters à un rythme régulier !

Le scooter est devenu le symbole de la mobilité, et Vietnamiens de toutes catégories l'utilisent. On dit qu'il y en a 3 millions pour 6 millions d'habitants, qu'ils sont fournis avec les appartements de location. Je ne peux m'empêcher de me demander ce que pourrait devenir Hanoi si, à l'instar d'autres capitales asiatiques,

elle se fait « envahir » par des millions d'automobiles en remplacement des scooters. J'ai trouvé bien tristes ces immenses publicités pour les 4X4 Toyota que l'on voit à la sortie de la ville.

C'est en dehors du centre que l'on retrouve un spectacle commun aux nouvelles métropoles asiatiques, une frénésie de construction de tours d'habitations ou de bureaux, le long d'immenses avenues inhospitalières aux piétons ou aux cyclistes, certaines déjà engorgées de trafic, des édifices monumentaux, comme le centre de conférence qui abritait le

congrès du riz. Et quelle ne fut pas ma surprise de croiser, au milieu du trafic, un vélo chargé de pain ! Oui, du pain, des baguettes, en Asie. Un reste évident de la colonisation française. Je crois que nulle part ailleurs en Asie je n'ai vu de baguettes (de pain) ailleurs que dans les pâtisseries françaises des quartiers chics. On ne parle plus le français à Hanoi, sauf les guides touristiques, mais on trouve encore des baguettes. Et je me demande qui achète du pain ici, je n'en n'ai jamais vu proposer dans les restaurants ou les kiosques sur les trottoirs, où je me suis par ailleurs régaler. Les plats vietnamiens, que l'on sert dans la

rue à manger sur de petites chaises en plastique, ou dans les restaurants plus chics, sont délicieux.

Bien entendu, ce ne sont là que des impressions notées spontanément, sans la connaissance historique ou culturelle de la région. Mais j'aime terminer par le plaisir de la visite du temple de la littérature, ce temple dédié à Confucius, commencé au 11ème siècle et qui fut la première université du Vietnam, qui nous enseigne à quel point l'éducation et le savoir ont constitué un élément important de l'histoire des dynasties vietnamiennes. ■

## Justice pour les pieds-noirs

Martine Cuttier

Tel est le titre de l'article paru dans l'hebdomadaire Valeurs actuelles, dans son n° 3883, du 28 avril-4 mai 2011 sous la plume de Frédéric Pons. Il rend compte d'un colloque organisé à l'Assemblée nationale, le 4 mai dernier par deux associations, celle des rapatriés mineurs lors du rapatriement (ARMR) et celle de la Maison des agriculteurs français d'Algérie (Mafa). Il s'inscrit dans la lignée du travail mené par deux autres organisations de rapatriés, les Cercles algérienistes et Jeune Pied-Noir. Il avait pour titre « Vers la paix des mémoires » afin de bâtir « un avenir de dialogue libéré des polémiques ».

Cette manifestation organisée par Jean-Félix Vallat, président d'ARMR et secrétaire général de la Mafa n'est que le premier épisode d'une série qui se déroulera jusqu'à la célébration de l'indépendance de l'Algérie,

en 2012. Des manifestations qui chercheront à établir des passerelles entre les deux rives de la Méditerranée et à mettre fin à « cette relation d'amour-haine », entretenue par Alger dont les responsables politiques refusent de reconnaître les exactions du FLN, le président Bouteflika ayant même, un temps, réclamé la repentance de la France.

Ce colloque est l'occasion de faire le point, chiffres officiels à l'appui, sur les disparus. Colette Ducos-Ader, membre de la commission des disparus au sein de la mission interministérielle aux rapatriés, présidée par Renaud Bachy, dispose du fichier le plus complet, résultat de cinquante ans de patientes recherches. Les associations ont croisé leurs informations, soutenues par la douzaine de députés, mobilisés derrière Elie Aboud, élu de l'Hérault et président du groupe d'études aux rapatriés.

L'assistance comptait des anciens militaires dont le général Faivre et des universitaires comme Daniel Lefeuve et Guy Pervillé. Revenant sur la loi du 23 février 2005 « portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés » qui fut vidée de son article 5 concernant l'enseignement suite à la levée de boucliers de certains milieux universitaires relayés par toute une mouvance intellectuelle et politique, rappelant le discours d'Alain Juppé, du 5 décembre 2010, à propos de l'inscription des noms des disparus sur le Mémorial national de la guerre d'Algérie du quai Branly, les pieds-noirs demandent l'alignement sur les décrets de 2000 et 2004 d'indemnisation des orphelins de parents juifs ou résistants tués pendant la Seconde Guerre mondiale. Autant de façons de rappeler au président Sarkozy les promesses de 2007. ■

### Académie des sciences d'Outre-mer



[www.academiedoutremer.fr](http://www.academiedoutremer.fr)

L'académie qui avait entendu le 1<sup>er</sup> avril un très intéressant exposé suivi de questions de **M<sup>e</sup> Maurice BUTIN** sur *le conflit israélo-palestinien*, a consacré sa séance du 29 avril à des sujets ayant trait à *l'environnement, Fukushima, le printemps confisqué* par **Jean-Noël CAPDEVIELLE**, *Avant-nous le déluge - Où il est question de l'Amazonie et d'un palmier* par **Jean-François TURENNE** et *Déforestation sous les tropiques, réalité et mythes* par **Jean-Paul LANLY**, Ingénieur des eaux et forêts.

Après s'être rendue les 28 et 29 janvier à Bruxelles (voir bulletin n°22), l'Académie s'est déplacée du 4 au 7 mai à Rome où elle a participé le 5 à un colloque de l'Institut italien pour l'Afrique et l'Asie (IsIAO) sur *l'Union africaine et l'évolution du concept de sécurité; sécurité des Etats et sécurité humaine* et, le 6 mai, à une séance de travail à la FAO sur la sécurité alimentaire.

Le 20 mai l'Académie a suivi, présenté par **Denis FADDA**, une très brillante analyse de **Frédéric PONS**, rédacteur en Chef de Valeurs actuelles, sur le printemps arabe. Après son installation par **Raymond CESAIRE** comme membre correspondant, l'Académie a également entendu une très émouvante conférence d'**Henri LOPES**, à la manière de RILKE, sur le thème lettre à un jeune écrivain africain.

Le 17 juin l'Académie a écouté une passionnante conférence d'**Olivier de BERNON** sur *Norodom Sihanouk : l'exil, la résistance et la reconquête, à travers les archives royales données à l'EFEO*. **Bernard VINAY** et **Michel FICHET** ont également traité ce jour-là de l'évolution des filières cotonières de l'Afrique francophone (2000 à 2010).

L'Académie, dont les bureaux seront fermés du 21 juillet au 7 septembre, reprendra ses séances les premier et troisième vendredis du mois à 15h à partir du 7 octobre. Son programme pourra être consulté dans quelques jours sur son site.

L'association des amis de l'Académie, qui regroupe

121 membres dont 48 académiciens et dont plusieurs adhérents d'AROM sont également membres, a tenu le 7 juin son assemblée générale au cours de laquelle elle a approuvé une actualisation de ses statuts et renouvelé et élargi son conseil d'administration.

### Coordination pour l'Afrique de demain (CADE)



[www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)

La CADE a tenu son Assemblée générale le 7 avril à la Maison des associations du 11<sup>e</sup> arrondissement. Son Président, **Jean-Loïc Baudet**, a indiqué les nouveaux thèmes prévus pour 2011 qui s'articuleraient avec celui de « *quels regards scientifiques sur l'Afrique depuis les indépendances* » retenu par la société des africanistes pour un colloque prévu en novembre.

La CADE a par ailleurs prévu, comme elle l'a fait pour son conseil d'administration, d'élargir son audience en préparant une exposition qui prendra le relais de « *Quand l'Afrique s'éveillera* » et portera sur « *Les Afriques qui se font* ». Ces projets devraient permettre d'élargir le cercle des contributeurs et une augmentation substantielle du budget.

Pour terminer son cycle de six conférences sur « *La libération de la capacité d'entreprendre en Afrique* », la CADE a tenu le 11 mai de 14h à 19h30 à l'ENA (avenue de l'Observatoire) un important Forum animé par **Muriel Pomponne** (RFI) et **Anaïs Dubois** (Marchés tropicaux et méditerranéens) sur le thème « *Bâtir des entreprises de croissance et des champions en Afrique* ».

Elle a terminé le 21 juin son cycle consacré au thème : « *Que peuvent les productions littéraires africaines ?* » par une rencontre-débat très animée sur « *L'écriture de l'histoire* » avec **Tanella Boni** comme modératrice et au cours de laquelle sont intervenus, **Tidiane Diakité** (« *50 après, l'Afrique* » Arléa 2011), **Lylian Kesteloot** et **Moussa Konaté** (« *l'Afrique noire est-elle maudite ?* » Fayard 2010).

Plusieurs membres de la CADE ont participé le 24 juin au Sénat à une table-ronde sur « *l'avenir de l'Afrique* ».

- La réunion de rentrée de la CADE aura lieu le **mardi 20 septembre** à l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire 7006 PARIS de 17 h 45 à 19 h 45. Elle se fera autour du livre de **Gérard Winter** « *A la recherche du développement de l'Afrique* ». La rencontre-débat portera sur les objectifs et modalités de la recherche européenne pour les pays africains et comptera, avec celle de l'auteur, sur la participation de **Michel Levallois, Denis Pesche** et **Georges Courade**.
- Le **jeudi 20 octobre** commencera le cycle sur « *femmes, genre, familles, et lien social. Représentations et réalité* », le **16 novembre** celui sur « *production du savoir et du savoir faire* » et le **14 décembre**, celui sur « *la nouvelle donne économique*. Les séances se dérouleront, toujours aux heures habituelles, de 17 h 45 à 19 h 45 à l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire 75006 PARIS.

### Association Réalités

### et Relations internationales



www.arri.fr

Les « Regards sans frontières » d'ARRI des derniers mois comportaient les comptes rendus des séances du trimestre écoulé et, en avril, un éditorial de **Pierre Lochon** sur « *les révoltes arabes, jeunes éduqués et jeunes illettrés* », en mai un appel de **Jean Michel Fauve** intitulé « *Sauvons la planète !* ». Dans le numéro 123 de juin /juillet, **Jean Chardonnet** s'interroge sur « *La Syrie au bord de l'abîme ?* »

Le numéro 24 des Cahiers d'ARRI, paru en juin, passe en revue tous les continents avec un éditorial de **Kémal Hacène**, ancien Ambassadeur d'Algérie et des articles de tous les habituels rédacteurs : **Philippe Marchat**, retour du Maroc, **François Treilhou**, sur l'Amérique latine, **François Toussaint** sur l'Asie, **Christian Lochon** sur le Moyen-orient, **Bernard Dorin** sur la Belgique, **Jean Wahl** sur la France, l'Europe et la mondialisation. Une réflexion de **Michel Paris** sur l'éthique professionnelle et la société du profit et, au titre des « lectures pour vous », des recensions de **Jacques Bourdillon** et **Robert Toulemon** complètent ce numéro.

ARRI a été très douloureusement endeuillée par la disparition tragique de **Christiane et Andréas Hecker**, couple franco-allemand extrêmement sympathique et actif dont le Président **Jean Michel Fauve** a salué la mémoire au nom de l'association, le 27 mai, au temple protestant de l'Avenue de la Grande Armée.

Le programme des manifestations du second semestre est à ce jour le suivant :

- **20 septembre 11** : déjeuner-débat, brasserie Mollard, 115 rue Saint Lazare 75008 Paris de 12 h 45 à 14h 45 : « *Vie et mort d'Al-Qaïda* » avec **Jean-Pierre Filiu**, diplomate, professeur associé à l'IEP
- **21 septembre 11** : IPSEC 16/18 Place du Gal Catroux 75017 Paris métro Malesherbes de 18h à 20h « *Bilan du voyage d'ARRI à Kaliningrad et en Lituanie/Lettonie* » avec **Philippe de Surmain**.
- **26 septembre 11** : IPSEC de 18h à 20h : « *L'identité américaine en question : l'influence des transformations démographiques* » avec **Hélène Hatier**, professeur d'histoire contemporaine, Université de Rennes 2.
- **28 septembre 11** : IPSEC de 18h à 20h : « *La croissance verte est-elle possible ?* » avec **Philippe Jurgensen**, Président de la Ligue européenne de Coopération économique (LECE).
- **11 octobre 11** : déjeuner-débat, brasserie Mollard, 115 rue Saint-Lazare 75008 Paris : « *Le nouveau paysage sécuritaire en méditerranée après les révolutions arabes* » avec le **Général Jean-Paul Perruche**, Directeur général de l'État-major militaire de l'UE.
- **12 octobre 11** : IPSEC de 18 h à 20 h : « *Où en est la santé du Président Obama, comparaison avec le système français ?* » avec **Christian Prieur**, ancien directeur de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.
- **17 octobre 11** : IPSEC de 18 h à 20 h : « *Bilan du post-communisme en Europe de l'est : aspects positifs et négatifs* » avec **Thomas Schreiber**, journaliste spécialiste de l'Europe de l'est.
- **17 novembre 11** : IPSEC de 18 h à 20 h : « *Le poids de l'histoire dans la diversité actuelle des pays de l'Europe centrale* » avec **Antoine Mares**, titulaire de la chaire d'histoire contemporaine de l'Europe centrale à Paris1 Panthéon Sorbonne.
- **26 novembre 11** : ASSISES d'ARRI suivies d'un déjeuner convivial.
- **7 décembre 11** : IPSEC de 18 h à 20 h : « *Roumanie, paysages internes et relations internationales* » avec **Catherine Durandin**, normalienne, historienne, professeur à l'INALCO.

## IMAGES & MEMOIRES

# I & M

[www.imagesetmemoires.com](http://www.imagesetmemoires.com)

Le bulletin n°29 d'été 2011 d'Images & mémoires est sorti le 18 juin, jour de l'assemblée générale de l'association. L'éditorial de **Stéphane Richemond** fait le point des activités qui se sont remarquablement développées puisque le bulletin est désormais trimestriel, indépendamment d'un annuaire, de cahiers et de monographies diverses.

I&M qui avait été la cheville ouvrière de l'exposition organisée par l'Académie des sciences d'outre-mer pour le cinquantenaire sur « *l'Afrique d'hier à demain* » qui grâce à des correspondants locaux, aura été présentée à Ouagadougou de mai à juillet et le sera à Bamako en septembre.

Au Togo sera inaugurée au Goethe Institut avec **Jules Anami Amu**, correspondant local une exposition sur « *Lomé, images des années cinquante* » et, en fin d'année, à Bamako, une exposition sur la contribution de Lois Mähl, important éditeur, à l'iconographie bamakoise. Le musée de la poste de Bamako proposera également à la fin de l'année, en coopération avec I&M, une exposition sur l'histoire postale du Mali

L'assemblée générale a été suivie d'un exposé de **Marcel Cassou** (qui a déjà publié chez l'Harmattan plusieurs livres sur le Sahel), d'un exposé intitulé « *sur les traces de la mission Foureau-Lamy* ». Enfin, a été présenté un film trop peu connu d'**Eveline Berruezo** et **Patrice Robin** tourné en 1992 pour l'OIF et qui se rapporte aux 188 tirailleurs sénégalais tués ou exécutés les 19 et 20 juin 1940 par l'armée allemande et qui sont enterrés au Tata (référence à l'architecture soudanaise) de Chasselay, près de Lyon.

Le bulletin 29 contient, retrouvé par **Janos Riesz**, éminent universitaire allemand, membre de l'association et grand spécialiste du Togo, un texte intitulé : *Le récit du docteur Richard Doering (1868-1939) médecin de la Deutsche Togo Hinterland-Expedition (1894-1895)*, accompagné d'une riche documentation.

**Cyr Descamps** et **Pierre Rosière** racontent l'histoire de Kalom, un très vieux puits dans le Kayor au Sénégal. **Jean-Marie Milleriri** dit son coup de cœur pour Auguste

Vimar, illustrateur colonial, et **Stéphane Richemond** analyse la contribution des pères blancs de Ouagadougou à l'iconographie de la Haute-Volta coloniale.

Enfin, **Jean-Pierre Paulhac** nous fait redécouvrir avec « *Victor Hugo et l'Afrique ou la naïveté civilisationnelle* » quelques morceaux d'anthologie du grand écrivain répondant à Victor Schoelcher et illustrant bien les représentations de l'Afrique, réelle ou fantasmée, telles qu'elles avaient cours à l'époque.

## Institut du Pacifique



[www.institut-du-pacifique.org](http://www.institut-du-pacifique.org)

L'institut du Pacifique, qui avait tenu son assemblée générale le 23 mars à la Maison des associations du XVI<sup>e</sup>, a organisé le 10 mai à l'ENA une conférence sur les perspectives d'avenir de l'Asie du sud-est en Asie-Pacifique et sa dernière réunion, le 7 juin, également à l'ENA sur l'Islam en Asie centrale et en Chine avec **Lionel Voiron** (auteur de *La Menace chinoise, mythe ou réalité*).

## Les Comptoirs de l'Inde



[www.comptoirsinde.org](http://www.comptoirsinde.org)

L'association que préside **Douglas Gressieux** et dont le siège se trouve 60 rue des Vignoles 75020 Paris, dispose d'un centre culturel et de documentation de l'Inde francophone (CCDIF) ainsi que d'une muséographie sur les comptoirs à la disposition de ses adhérents. Elle a prévu d'organiser les samedi 22 et dimanche 23 octobre 2011 de 11h 30 à 19 h 30 à la Mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement, avec différents partenaires, le 1<sup>er</sup> salon du livre sur l'Inde « L'Inde des livres ».

## Enda Europe



<http://enda-europe.org/>

**ENDA** (environnement, développement, action) est une ONG créée il y a quarante ans à Dakar par Jacques Bugnicourt, ancien élève de l'École Nationale de la France d'Outre-Mer à la fibre tiers-mondiste. Son fondateur est décédé en 2002 mais, sa création est devenue aujourd'hui une des plus grandes ONG du sud travaillant pour le sud dans tous les aspects du développement. Joséphine Ouédraogo en est le Secrétaire exécutif. Liée dès l'origine avec le PNUD puis le PNUE et l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) ainsi qu'avec l'Organisation Suédoise de Développement International, **ENDA TIERS-MONDE** est constituée aujourd'hui d'entités autonomes liées à l'environnement et au développement, avec 24 équipes thématiques basées à Dakar et 21 antennes décentralisées, 14 en Afrique, 5 en Amérique du sud, 2 en Asie.

L'organisation est représentée à Paris depuis 1977 par un Bureau, Enda Europe, qui abrite aussi la CADE créée en 1996. Après avoir présidé les deux entités, Michel Levallois, Préfet honoraire et ancien président de l'ORSTOM (devenu IRD) est resté Vice-président du Conseil d'administration d'Enda Europe dont Jacques Pomonti, expert sur les TIC et l'audiovisuel, est devenu président. Michel Levallois a également quitté la présidence de la CADE dont il est devenu président d'honneur alors que Jean-Loïc Baudet, ancien Administrateur principal de la Commission européenne en devenait président.

Les activités d'ENDA TIERS-MONDE sont réparties à peu près pour moitié entre actions directes sur le terrain (santé, agriculture, assainissement, éducation alternative, jeunes travailleurs etc..) et recherches, conseils, consultations, formation, publication et information.

Le rapport d'activité d'Enda Europe présenté par Jacques Pomonti lors de l'Assemblée générale du 7 juin traduit bien les orientations de d'Enda Europe très liées aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) avec le soutien aux expériences participatives innovantes, le développement de l'économie populaire (femmes, agriculture urbaine, gestion durable des ressources, gestion des déchets) et le développement du questionnement critique en matière de conseil. Des perspectives sont également tracées pour 2011, sur les migrations et le co-développement, toujours le problème des déchets dont Enda s'est fait dès l'origine une spécialité et le développement qualitatif et quantitatif des formations. Soutenue très activement dès l'origine par la coopération française, ENDA TIERS-MONDE a internationalisé ses sources de financement tandis qu'Enda Europe faisait jouer également le plus possible les collectivités locales et le partenariat public-privé.

## ENFOM



Association des anciens élèves  
de l'École Nationale  
de la France d'outre-mer

[enfom@wanadoo.fr](mailto:enfom@wanadoo.fr)

L'association, qui est restée fidèle à la rue Oudinot, connaît des difficultés pour se maintenir dans ses bureaux. Elle a publié en date du 3 juillet son bulletin de l'été qui fait place désormais à de nombreux témoignages... mais aussi à l'annonce de nombreux décès, le plus récent, qui n'a pu être encore signalé dans son bulletin, étant celui de **Jean-Paul Barré**, ancien Ambassadeur, l'un des plus jeunes membres de son bureau.

Parmi les témoignages voici, venu de Dinan, celui de Jean JERUSALEMY, membre fondateur d'AROM.

Le 8 juin 2011, sous la présidence du Préfet des Côtes d'Armor et du Maire de Dinan, s'est tenue une journée en « *Hommage aux soldats des campagnes d'Indochine morts pour la France* ». Différentes manifestations ont été organisées, notamment devant le « MONUMENT INDOCHINE », seul monument authentiquement vietnamien en France

L'après-midi a été consacré, à l'Auditorium des Cordeliers, à une table ronde présidée par le Général d'armées Gérard CHARLOT, sur le thème « *Mémoire d'Indochine* ». Sont intervenus : Jean-Marc LEPAGE (docteur en Histoire à l'I.E.P. de Paris) sur « *Les services de renseignement français pendant la guerre d'Indochine* » et Jean JERUSALEMY (ENFOM – 1942) sur : « *1950-1954 : auprès de la Fédération THAÏ à LAÏCHAU ( Tonkin)* » Voici la conclusion du témoignage de Jean JERUSALEMY :

« *Après DIEN BIEN PHU, ce furent les représailles. Des milliers de Thaïs sont partis au Laos. 5 000 familles se sont facilement intégrées en France. 5 000 autres aux Etats-Unis – DEO van LONG et sa famille ont reconstitué un petit MUONG THAÏ aux portes de Marseille. DEO van AN est venu mourir à DALAT.... Enfin le barrage de TABOU, le plus grand barrage hydroélectrique du VIET NAM, va engloutir LAÏCHAU. D'une pierre deux coups : sortie d'un grand investissement économique et disparition d'un symbole fâcheux. Les hasards de la guerre ont voulu que dans ce pays superbe – et qui n'était pas à priori concerné – s'achève une décolonisation brutale. Avec beaucoup de sacrifices, mais guère de clairvoyance, nous avons ainsi fermé, en mai 1954, le livre plein de promesses ouvert, 65 ans auparavant, par Auguste PAVIE. Comme cette journée est placée sous le signe du souvenir des morts pour la France en Indochine, je voudrais en terminant, rappeler et souligner le lourd tribut payé, de leur sang, par mes camarades de l'ENFOM, puisque de 1945 à 1954, sur un chiffre moyen de 300 administrateurs civils, 32 sont tombés dans les rizières et les montagnes de ce pays.»*

## In memoriam

### MICHEL LAJUS

Né en 1928 à Libourne Michel Lajus, Préfet honoraire, est décédé le 26 mai à La Croix Valmer où il résidait. Il a été inhumé le 1<sup>er</sup> juin à Libourne. Nous avons demandé à celui qui est toujours resté son ami le plus proche de rappeler son souvenir.

#### Quelques mots sur Michel LAJUS

C'est au collège de Libourne que nous nous sommes connus, lui et moi dès la classe de 3<sup>ème</sup>, en 1942, dans l'atmosphère tendue de ces ans-là – la résonance rude des événements, extérieurs à notre petit domaine, y étant sans doute plus forte, et notre groupe de proches, restreint.

Nous nous sommes retrouvés à Montaigne– Bordeaux, à la prépa « Colo des Isles », pour nous reconnaître, aussi dans notre manière de prendre à bras le corps ce qu'il nous était demandé d'obtenir – identique, à rien près : nous avons pratiqué une manière d'amitié retenue ; il était en tout moins expansif, plus raisonneur, plus grec que latin....

Nous avons intégré Colo la même année, et resserré – sans mal – des liens qui s'étaient distraits par mon ultime préparation à Henri IV ; pour la première fête de l'école, nous avons tous deux, et seuls, chanté à la tierce une rengaine de ce temps, celle des... trois beaux caballeros, et fait un beau succès... et l'été 50, assistés de Jean Bergeron, réalisé en Catalogne espagnole un raid cycliste de 1 200 kilomètres.

Michel : une volonté de fer, une assurance imperturbable, une clarté du raisonnement, un humour dérivé parfois en ironie, une fidélité à ses convictions sans faille : nous avons eu dans le « bleu d'outre-mer » de l'Observatoire, un débat sur Camus (et la Peste) qui nous opposa, sans conséquence ; où allais-je chercher mes ratiocinations ? et contre ses évidences...

Interruption et silences lorsque chacun reçut son affectation, l'un en Haute Volta et l'autre à Brazzaville. Des nouvelles rares, transmises par des intermédiaires occasionnels, et parfois pour un éclair de commun orgueil, comme la nomination de l'un au rang de ministre d'Etat du premier gouvernement de Haute Volta, futur Burkina Faso.... Retour des deux « en métropole », à l'Intérieur, et retrouvailles par la préfectorale : Michel Lajus, après avoir acquis une belle culture des Nouvelles-Hébrides, se retrouve au cabinet du préfet du Var, où je deviens secrétaire général, un an plus tard.

Il a nuancé son autorité et ses convictions pour les adapter sans hésiter au train de l'administration en France, et sous la casquette ; je mesure nos ressemblances dans la conception même du « commandement », pensé, réfléchi et assuré par son titulaire, et sa façon de traiter le rapport avec les administrés : on sait aussi jouer l'inconvenant...

Voisins pour une fois, j'ai pu aller, au Havre, passer quelques heures avec lui et remesurer nos bornes communes ; il y a ajouté l'administration d'une ville, Cannes, après retraite, dont il mesura, à ce qu'il m'a confié, les délices et les débordements.

Il a tenu tête, comme peu, je crois, savent le faire, à la maladie qui nous l'a confisqué ; modeste ; clair ; évident grand bonhomme.

**Yves-Jean Bentegeac**  
(promotion 1949)

Le décès de Michel Lajus, ancien Ministre d'Etat de « Monsieur Maurice », a été relevé par les médias du Burkina Faso, notamment avec la reprise d'un excellent article de Jean-Pierre BEJOT de La Dépêche diplomatique. Celui-ci analyse de manière très fine le rôle joué par Michel Lajus dans le contexte compliqué de la décolonisation de la Haute Volta de l'époque. Arrivé en 1952 comme jeune administrateur, il occupa dans ce pays des postes de terrain puis de gestion administrative avec un égal succès jusqu'à devenir l'homme de confiance et l'ami de ceux qui, avec la loi cadre, devaient prendre la relève. L'année 1958 fut particulièrement « dense » avec le décès à Paris de Ouez-zin Coulibali et l'accession de Maurice Yaméogo « Monsieur Maurice » au poste de Premier Ministre. Ayant fait ses preuves dans différents postes, entouré de la confiance des responsables politiques là-bas comme à Paris, Michel Lajus alla jusqu'à devenir Ministre d'Etat de 1959 à 1961, pour aider le pays à passer le cap de l'indépendance. En dépit des offres qui lui furent faites, il sut tourner la page de sa carrière coloniale pour devenir préfet de la République, gardant pour le Burkina Faso un attachement qui ne s'est jamais démenti. Cet article disponible sur le site <http://www.lefaso.net> a reçu un écho tout à fait favorable de la petite fille de Michel Lajus qui vit à Libourne.

[delphinesouffre@gmail.com](mailto:delphinesouffre@gmail.com)





# arom

**amitié – réalité – outre-mer**



Faire connaître la réalité de l'Outre-Mer  
passée et présente



Renforcer l'amitié entre les jeunes  
de la Métropole et de l'Outre-Mer



Association déclarée le 12 mars 2003  
(JO du 3 avril 2003)  
Président : Raymond Césaire

**AROM c/o IPSEC**  
16/18 place du Général Catroux  
75848 Paris cedex 17  
Tél. : 01 56 21 18 62  
Fax : 01 56 21 18 99  
**Mél : [assoarom@gmail.com](mailto:assoarom@gmail.com)**  
[www.arom-asso.com](http://www.arom-asso.com)